

REPUBLIQUE DU NIGER
FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES



Institut National de la Statistique
Ministère de l'Economie et des Finances

Système d'Alerte Précoce
Cabinet du Premier Ministre

ENQUETE CONJOINTE SUR LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AU NIGER (décembre 2008 / janvier 2009)



Avec l'appui de :



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION	5
PARTIE I : OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE	7
1.1 OBJECTIFS	8
1.1.1. Objectif général	8
1.1.2. Objectifs spécifiques	8
1.2 METHODOLOGIE	8
1.2.1 Définition des concepts utilisés.....	8
1.2.2. Outils de collecte	9
1.2.3. Echantillonnage	10
1.2.4. Collecte et exploitation des données	11
1.3 LIMITES DE L'ETUDE	11
PARTIE II :CONTEXTE SOCIOECONOMIQUE ET RESULTATS DE LA CAMPAGNE 2008/2009	12
2.1 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET LES RESULTATS DE LA CAMPAGNE 2008/2009	13
PARTIE III : RESULTATS DE L'ENQUÊTE "VILLAGE" ET DE L'ENQUÊTE "MENAGES"	15
3.1 ENQUETE AU NIVEAU DES VILLAGES	16
3.1.1 Appréciation de la campagne agro-sylvo-pastorale 2008–2009	16
3.1.2 Priorités des villages.....	18
3.1.3 Les chocs	18
3.1.4 Situation alimentaire dans les villages (appréciation qualitative).....	22
3.1.5 Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans (appréciation qualitative) ...	24
3.2 ENQUETE AU NIVEAU DES MENAGES	27
3.2.1 Caractéristiques socioéconomiques et démographiques	27
3.2.2 Caractéristiques socio économiques de la population.....	30
3.2.3 Sécurité alimentaire des ménages et vulnérabilité	32
3.2.3.2 Moyens de subsistance et accès aux aliments	33
3.2.3.3 Autres sources de revenu des ménages	34
3.2.4 Identification des populations vulnérables	48
3.2.5 Profil d'insécurité alimentaire des ménages.....	52
3.2.6 Les facteurs de risque d'insécurité alimentaire	54
CONCLUSION GENERALE	56
ANNEXES	58
Annexe 1 : définition de concepts	i
Annexe 2 : méthodologie concernant les profils de sécurité alimentaire	ii
Annexe 3 : données additionnelles sur la situation de sécurité alimentaire	vii
Annexe 4 : taux des répondants par région	x

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AGR	=	Activités Génératrices de Revenus
CILSS	=	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
DNPGCA	=	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
FAO	=	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEWS NET	=	Famine Early Warning System Network
INS	=	Institut National de la Statistique
MDA	=	Ministère du Développement Agricole
PAM	=	Programme Alimentaire Mondial
PIB	=	Produit Intérieur Brut
QUIBB	=	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien être
RGP/H	=	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAP	=	Système d'Alerte Précoce
SIMA	=	Système d'Information sur les Marchés Agricoles
SRP	=	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UBT	=	Unité Bétail Tropical
UNICEF	=	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAM	=	Vulnerability Assesment
ZD	=	Zone de Dénombrement
ZR	=	Zone Restante

INTRODUCTION

Au Niger, chaque année la campagne agro-sylvo-pastorale est marquée globalement par des résultats erratiques, excédentaires ou déficitaires, au niveau des productions céréalières et des productions des cultures de rente.

Cette situation est la conséquence de l'insuffisance des précipitations et de la forte dégradation du potentiel productif. Les hauteurs de pluies moyennes annuelles enregistrées restent faibles, variant entre 100 mm et 800 mm. L'accroissement démographique de la population est aussi important, de l'ordre de 3,3% conduisant à une forte pression foncière, une remontée des cultures vers les terres plus marginales ainsi qu'à une diminution des espaces pastoraux. Certaines régions et départements connaissent aussi des attaques de prédateurs et des inondations qui occasionnent des poches de déficits.

Ainsi, le déséquilibre profond résultant de l'inadéquation entre les disponibilités et les besoins, expose les populations à l'insécurité alimentaire et à la sous nutrition.

Pour prendre en compte les risques engendrés par la problématique de l'insécurité alimentaire, les pouvoirs publics ont mis en place depuis 1998 un Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA), et ont adopté des documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en 2002 et de Stratégie de Développement Rural (SDR) en 2003. Ils ont en outre adopté en 2008 le document du Plan National de Contingence (Volet Sécurité Alimentaire).

La campagne agricole 2008 s'est achevée avec de bonnes productions céréalières et de rente dans la quasi-totalité des régions. Cette situation exceptionnelle est favorable à l'établissement d'une situation qui peut servir de référence pour le suivi de la situation alimentaire des populations.

A cet effet, le Système d'Alerte Précoce (SAP), l'Institut National de la Statistique (INS), avec l'appui des partenaires ont réalisé une enquête nationale sur la sécurité alimentaire. Elle fait suite aux précédentes enquêtes organisées en mai 2006, novembre 2006 et décembre 2007.

L'enquête de décembre 2008 présente l'avantage de compléter les données plus globales de la production céréalière en renseignant sur les déterminants de la sécurité alimentaire des ménages (disponibilité, accessibilité et utilisation) facilitant ainsi un meilleur ciblage des populations, des ménages vulnérables et garantissant l'efficacité des interventions en cas de besoins particulièrement pour le soutien des plus vulnérables.

Cette enquête répond donc à la nécessité de mise en place d'un système permanent de collecte, d'analyse et de diffusion de données statistiques représentatives et à jour sur la vulnérabilité alimentaire, indispensables au suivi des indicateurs et la mise en œuvre des interventions (actions d'atténuation) pour gérer de façon efficace les différents niveaux de crise conformément au Plan National de Contingence.

Le document de l'Enquête Conjointe sur la Vulnérabilité Alimentaire des Ménages au Niger de décembre 2008/janvier 2009 comporte les parties suivantes :

- Les objectifs et la méthodologie de l'enquête ;
- Le contexte socio-économique et les résultats de la campagne 2008/2009 ;
- Les résultats de l'enquête (Enquête Village et Enquête Ménage) ;
- Les conclusions et recommandations.

Les annexes apportent des données complémentaires et des précisions d'ordre méthodologique.

PARTIE I : OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

1.1 OBJECTIFS

1.1.1. Objectif général

L'objectif général de cette enquête est d'évaluer et de caractériser la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire dans le contexte post récolte. Les résultats de cette enquête pourront ainsi guider les activités du gouvernement, permettant la qualification de la situation d'insécurité alimentaire, la planification et la mise en oeuvre d'interventions en ligne avec le Plan de Contingence, basée sur un meilleur ciblage.

1.1.2. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, les résultats de cette enquête devront permettre de :

- avoir une meilleure compréhension de la situation ;
- évaluer et caractériser les populations vulnérables au Niger à l'issue de la campagne agricole 2008 ;
- mieux localiser, identifier et cibler les personnes affectées;
- sélectionner dans les zones vulnérables, les sites sentinelles à suivre dans le cadre de la surveillance alimentaire et nutritionnelle au Niger ;
- définir les types de vulnérabilité.

1.2 METHODOLOGIE

1.2.1 Définition des concepts utilisés

Il s'agit de la définition des principaux concepts utilisés dans le cadre de cette enquête.

- *Sécurité alimentaire*

Situation où toutes les personnes ont à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et saine. (FAO, Sommet mondial de l'alimentation, 1996)

- *Disponibilité*

En tout temps et à tout moment, c'est à dire tout au long de l'année et quel que soit le contexte, la population dispose suffisamment de nourriture. La nourriture doit être disponible pour toutes les personnes. En effet, la population est en sécurité alimentaire si tous les membres qui la composent sont en sécurité alimentaire. La disponibilité concerne le court terme; elle peut être limitée par l'insécurité dans la zone, l'enclavement du village et le prix des denrées alimentaires. La disponibilité est nécessaire pour permettre l'accès aux denrées alimentaires mais elle n'est pas suffisante. A titre d'exemple, une région peut disposer de stocks alimentaires mais un village de cette région peut être marqué par une insécurité alimentaire en période de soudure du fait de son isolement. Dans un autre cas, même si le marché du village est bien approvisionné, une famille peut se trouver en insécurité alimentaire si les prix du marché sont trop élevés pour son pouvoir d'achat. Comme l'a souligné l'économiste AMARTYA SEN dans son livre sur la famine en Inde, « l'insécurité

alimentaire et la famine peuvent côtoyer des marchés bien approvisionnés¹ ». De ce fait, les bilans céréaliers seuls ne sauraient traduire un état de sécurité alimentaire au niveau des ménages. Il reste un agrégat macroéconomique qui peut cacher beaucoup de disparités.

- ***Accessibilité***

La condition nécessaire, mais non suffisante, à la sécurité alimentaire est l'accessibilité physique à la nourriture. Il s'agit de l'accès aux denrées alimentaires par tous les groupes de populations. Pour SEN « la vraie question n'est pas la disponibilité totale de nourriture mais son accès par les individus et les familles. Si une personne manque des moyens pour acquérir la nourriture, la présence de nourriture sur les marchés n'est pas d'une grande consolation ».

L'accessibilité des populations aux ressources alimentaires fait référence au moyen terme. Il s'agit le plus souvent d'une combinaison entre production, échanges et mécanismes sociaux. En zone rurale, les populations vont s'appuyer principalement sur leur production complétée par des échanges de denrées alimentaires sur le marché. En milieu urbain, les denrées alimentaires nécessaires aux populations viennent principalement du marché. Dans ce cas, des mécanismes sociaux (entraide, soutien familial, aide alimentaire, crédits) vont intervenir pour préserver l'accès aux disponibilités et la sécurité alimentaire des populations. La nourriture doit être présente en quantité suffisante dans une zone donnée. Cette zone doit être d'accès facile à la population.

- ***Utilisation***

Les habitants doivent disposer en qualité et en quantité de la nourriture dont ils ont besoin pour pouvoir mener une vie saine et active. La consommation alimentaire doit être équilibrée en éléments nutritifs. Les personnes doivent donc être dans un état général satisfaisant pour une assimilation correcte de la nourriture. Cela implique également un environnement sanitaire favorable (eau et assainissement). En effet, il est couramment admis que le manque de nourriture n'est pas toujours l'unique facteur conduisant à la malnutrition. L'environnement médical et sanitaire constitue également un facteur prépondérant.

le concept de sécurité alimentaire englobe donc tous les aspects considérés sous la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation (elle-même en lien avec la nutrition c'est-à-dire reposant sur les conditions de santé, d'hygiène et de conditions sanitaires et d'accès à l'eau)

1.2.2. Outils de collecte

La démarche adoptée dans cette enquête consiste à collecter des informations au niveau des villages et également au niveau des ménages. Chaque niveau constitue un module.

- ***Module "ménage"***

Ce module a permis de collecter des informations sur des aspects fondamentaux de la sécurité alimentaire que sont : la disponibilité au niveau des ménages, l'accessibilité et l'utilisation des aliments au niveau des ménages.

¹ Poverty and famine : an essay on entitlement and deprivation ; Sen. (1983)

A cet effet, des données sur l'économie alimentaire des ménages (sources de revenu, dépenses, consommation alimentaire), sur les stratégies développées pour faire face à des difficultés alimentaires du moment, sur la consommation alimentaire des enfants de 0 à 24 mois, ont été collectées.

Des informations sur les caractéristiques socioéconomiques et démographiques des ménages ont été également collectées pour une meilleure caractérisation des ménages vulnérables.

- ***Module "village"***

Le module "village" administré en Focus Group s'adresse aux membres les plus éduqués du village (Chef du village, notables, agents de santé, d'élevage, d'agriculture, associations, leaders d'opinions, etc.) et vise à fournir des indicateurs relatifs à la campagne agro-sylvo-pastorale, à la situation alimentaire (notamment les prix de céréales et du bétail), les problèmes auxquels sont confrontés les villages et la situation nutritionnelle des enfants dans les villages.

1.2.3. Echantillonnage

- ***Enquête "ménage"***

La base de sondage de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages est issue de la liste des Zones de Dénombrement (ZD) du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2001. Une ZD est une localité, une fraction de localité ou un regroupement de plusieurs localités. Les ZD ont été créées de manière à regrouper environ 200 ménages. Elle est la plus petite unité géographique créée pour les besoins du RGPH/2001.

L'enquête a été réalisée sur l'ensemble du territoire national et a concerné aussi bien le milieu urbain que rural. Il est à souligner qu'à Niamey, seules les localités situées en zone périphérique ont été enquêtées et dans la région d'Agadez, l'enquête a couvert uniquement les communes d'Agadez, de Tchirozérine et d'Arlit en raison de l'insécurité.

L'échantillon est stratifié : chaque département constitue une strate. Dans chaque strate ainsi constituée, il a été tiré au premier degré les ZD proportionnellement à leur taille en termes de nombre de ménages recensés lors du RGP/H2001.

Rappelons qu'une ZD, en milieu rural nigérien, est composée d'un ou de plusieurs villages. Dans ce dernier cas, un seul de ces villages est sélectionné pour l'enquête (en général c'est le village principal de la ZD qui est choisi). La répartition des ZD par département est fondée sur les taux de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages établis lors de l'enquête conjointe de novembre/décembre 2007. L'hypothèse de base est d'obtenir un échantillon permettant une précision des estimateurs de l'ordre de 95% et de fournir des résultats significatifs et comparables au niveau départemental.

Au deuxième degré, vingt (20) ménages échantillons ont été tirés systématiquement dans la liste des ménages dénombrés dans chaque ZD retenue au niveau des régions de Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder. Dans les villes d'Agadez, Tchirozérine et Arlit, 25 ménages ont été enquêtés dans chaque ZD.

Au total 9595 ménages ont constitué l'échantillon de cette enquête, dont 5627 tirés des zones agricoles, 3494 des zones agropastorales et 454 en zones pastorales et désertiques.

- ***Enquête "village"***

L'enquête "village" a été réalisée dans les ZD échantillons du milieu rural et chef-lieu de département. Au total, 477 questionnaires "village" étaient attendus mais 468 ont effectivement été renseignés. Les autres ZD notamment du milieu urbain n'ont pas été concernés par le focus groupe.

1.2.4. Collecte et exploitation des données

- ***Collecte des données***

La collecte des données sur le terrain a été réalisée par 140 enquêteurs et 35 chefs d'équipe. Les enquêteurs ont été désignés parmi les anciens agents contractuels expérimentés de l'INS. Les chefs d'équipe quant à eux sont des statisticiens de l'INS. Tout ce personnel a suivi une formation de cinq jours dispensée par une équipe comprenant des nutritionnistes (UNICEF et SAP) et des statisticiens (INS, Fews-Net, SAP et PAM). La formation a couvert des aspects tels que la méthode d'échantillonnage, les techniques d'interview, la confidentialité et les exercices de simulation en langues nationales. Les outils de l'enquête ont été testés pendant deux jours au niveau des quartiers de la Communauté Urbaine de Niamey et de ses environs. Ils ont ensuite été corrigés sur la base des résultats du test.

La collecte des données sur le terrain a été conduite du 26 novembre au 13 décembre 2008. Cependant, plus de 99% des équipes ont fini la collecte avant le 8 décembre. Une supervision intégrée assurée par les formateurs a débuté en même temps que le début de la collecte.

- ***Saisie et traitement des données***

Vingt agents de saisie ont assuré le traitement informatique des données collectées, du 10 au 29 décembre 2008. Auparavant, ils ont suivi une formation de cinq jours dispensée par des informaticiens expérimentés de l'INS. La saisie a été supervisée par deux informaticiens. Les données ont été saisies avec le logiciel CsPRO et traitées avec les logiciels SPSS et STATA.

1.3 LIMITES DE L'ETUDE

La première limite de cette enquête réside dans le fait que les données collectées ne se prêtent pas à une analyse selon le milieu de résidence (urbain/rural) à l'intérieur d'un même département ou d'une même région. Cette situation s'explique par la taille de l'échantillon. Les seules analyses selon le milieu de résidence (urbain, rural) ne pourront se faire qu'au niveau national.

La deuxième limite est qu'en raison de la situation d'insécurité qui prévaut dans la région, les données d'Agadez sont essentiellement urbaines. Leur comparaison avec celles des autres régions sont sujettes à caution.

Au total 9595 ménages ont constitué l'échantillon de cette enquête, dont 5627 tirés des zones agricoles, 3494 des zones agropastorales et 454 en zones pastorales et désertiques. Les données ne sont pas représentatives par zones agroécologiques.

**PARTIE II : CONTEXTE SOCIOECONOMIQUE ET RESULTATS
DE LA CAMPAGNE 2008/2009**

2.1 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET LES RESULTATS DE LA CAMPAGNE 2008/2009

L'année 2008 a été marquée par une hausse généralisée des prix des denrées alimentaires et des principaux facteurs de production aussi bien sur le plan mondial que national. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de près de 45% sur le marché mondial atteignant un niveau jamais égalé depuis 30 ans.

Au Niger, en novembre 2008, le prix réel (c'est-à-dire prix nominal déflaté de l'Indice de Prix à la Consommation) du mil a augmenté de 22% et celui du riz importé de 35% par rapport à la même période en 2007. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les prix réels du mil et du riz importé ont augmenté de +22% et de + 44% respectivement sur la même période. Cette hausse généralisée des prix s'est traduite par un retour de l'inflation qui s'est établie à 12,3%. Pour faire face à cette situation, le Gouvernement du Niger a élaboré une stratégie nationale de lutte contre la hausse des prix et de relance de la production, en cohérence avec la stratégie de développement rural (SDR). Elle comporte deux principaux types d'interventions relatives d'une part à la réduction de l'impact de la hausse des prix pour les ménages les plus vulnérables et d'autre part à l'accroissement de la disponibilité des produits alimentaires de base.

Les mesures destinées à atténuer dans l'immédiat les effets de la hausse des prix sur la situation alimentaire des ménages les plus vulnérables concernent: (i) le désarmement tarifaire sur les prix à la consommation de certains produits alimentaires importés, (ii) l'augmentation des salaires au niveau de la Fonction Publique, (iii) la mise en œuvre d'un plan de soutien aux populations vulnérables. Les mesures destinées à augmenter l'offre nationale portent sur : i) les approvisionnements en semences, ii) les approvisionnements en engrais iii) la reconstitution du stock national de réserve iii) les subventions accordées par l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Outre ces mesures, en vue d'améliorer le revenu des producteurs, le Gouvernement a lancé « l'opération niébé » destinée à acheter la production au prix rémunérateur de 25 000 F CFA le sac de 100 kg pour un montant global estimé à 11 milliards de F CFA. C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Niger a sollicité une mission inter agence FAO/PAM/BM pour établir un plan d'action à court et moyen termes en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires. La mission s'est déroulée du 22 septembre au 5 Octobre 2008 et a débouché sur plusieurs recommandations dont l'investissement dans le secteur agricole pour augmenter la production et la productivité et la nécessité d'établir un système de filets sociaux de sécurité pour les ménages en insécurité alimentaire chronique et les ménages les plus affectés par la hausse des prix².

La campagne agricole d'hivernage 2008/2009 s'est normalement déroulée et s'est achevée selon les résultats définitifs, sur de bonnes productions céréalières (mil, sorgho, maïs et fonio)

² Initiative en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires : Mission multi agences (FAO/PAM/Banque Mondiale) de consultation avec le Gouvernement et les partenaires au développement pour la définition d'un Plan d'Actions national à court et moyen termes (Niger-22 septembre au 5 Octobre 2008)

estimées à 4 956 915 tonnes contre 3 778 312 tonnes en 2007, soit une augmentation significative de 18,89%. Un bilan excédentaire de 601 267 tonnes a été dégagé avec des disparités inter et intra régionales peu significatives par rapport aux trois dernières années selon le Ministère du Développement Agricole. Des résultats satisfaisants ont été aussi enregistrés pour les cultures de rente avec une production de niébé de 1 548 103 tonnes et celle d'arachide de 314.830 tonnes

Toutefois, sur le plan pastoral, la campagne pastorale n'aurait pas répondu aux attentes des éleveurs selon le Ministère des Ressources Animales. Le déficit fourrager est estimé à 5.353.140 tonnes de matières sèches soit un équivalent de 31% du cheptel national en unité de bétail tropical (UBT).

Selon les conclusions de la réunion du Réseau de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (RPCA), les perspectives alimentaires 2008/2009 pour la sous région restent dans l'ensemble favorables avec de bonnes productions au Burkina Faso, au Mali, au Bénin, au Ghana, au Togo et au Nord du Nigeria. Selon un communiqué du RPCA, la production céréalière est estimée à 54 millions de tonnes dont 9 millions de tonnes de riz et 45 millions de tonnes de céréales sèches pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Dans le Sahel, la production céréalière est estimée à 15 500 000 tonnes³. Cette production au Sahel représente une augmentation de 21% par rapport à l'année dernière (2007/2008) et de 24% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

³ Cette estimation n'inclut pas les prévisions du Sénégal dont les analyses sont en cours

**PARTIE III : RESULTATS DE L'ENQUÊTE "VILLAGE" ET DE
L'ENQUÊTE "MENAGES"**

3.1 ENQUETE AU NIVEAU DES VILLAGES

L'administration du questionnaire "village" s'est faite en Focus Group avec des informateurs clefs du village. Les personnes généralement concernées étaient le chef de village ou son représentant, les notables, le directeur de l'école, le gérant de la case de santé ou du centre de santé intégré, l'agent agricole ou vétérinaire, etc. Les femmes ont été invitées à participer dans la mesure du possible. D'autres personnes ressources (hommes et femmes) connaissant les réalités et les conditions de vie du village ont été interrogées.

L'enquête a touché au total 468 villages dans toutes les régions du pays, soit plus du double de l'effectif des villages enquêtés (215) en novembre 2007.

Ces données qualitatives de perception et d'opinion collectées servent à peaufiner l'analyse des données quantitatives des ménages d'une part mais aussi d'améliorer le ciblage des programmes.

3.1.1 Appréciation de la campagne agro-sylvo-pastorale 2008–2009

- *Installation et déroulement de la campagne*

La campagne agricole d'hivernage 2008 a été caractérisée par une concentration des semis au cours des mois de mai, juin et juillet. En effet, les premières pluies utiles ont été enregistrées en juin dans 56,7% des villages enquêtés, en mai dans 18% des villages et en juillet dans 17,8%. L'installation la plus tardive de la campagne (mois d'août) a été observée dans 7,1% des villages. Ces villages sont plus importants dans les régions de Tahoua (15,4% des villages), Diffa (13,9%) et Dosso (8,7%).

L'arrêt définitif des pluies est intervenu dans environ six villages enquêtés sur dix soit 59,1% au cours du mois de septembre 2008 contre 61,9% en 2007, le même mois. Cette situation est assez importante dans toutes les régions avec des taux variant de 39,7% des villages enquêtés à Zinder, à 77,8% et 78,3% respectivement à Diffa et Dosso. L'arrêt a été plus précoce (mois d'août) dans 7,3% des villages au plan national contre 27,4% en 2007. Cette proportion est beaucoup plus élevée dans les régions d'Agadez (28,6%), Tillabéri (23,3%) et Diffa (11,1%).

Tableau n°2: Répartition des villages selon le mois au cours duquel les 1^{ères} pluies utiles sont tombées et le mois d'arrêt des pluies

REGION	POURCENTAGE DES VILLAGES AYANT EU LEUR 1 ^{IERE} PLUIE UTILE EN		ARRET PLUIE EN AOÛT 2008
	Juillet 2008	Août 2008	
Agadez	28,6%		28,6%
Diffa	41,7%	13,9%	11,1%
Dosso	8,7%	8,7%	1,4%
Maradi	18,6%	-	1,4%
Tahoua	15,4%	15,4%	4,3%
Tillabéri	14,0%	1,2%	23,3%
Zinder	23,5%	4,4%	1,5%
Niamey	7,7%	-	-
Total	17,8%	7,1%	7,3%

Il ressort du tableau n°3 ci-après que dans l'ensemble du Niger, plus de huit villages enquêtés sur dix soit 84,8% ont enregistré des séquences de rupture de pluies dépassant dix jours contre 81,9% en 2007. Selon les régions, cette proportion des villages ayant connus la sécheresse de plus de dix jours, varie de 76,8% à Dosso à 92,3% à Tahoua.

Tableau n°3 : Répartition en pourcentage du nombre des villages par région selon qu'il y a eu sécheresse de 10 jours et plus enregistrées au cours de la campagne agricole 2008 et le stade au cours duquel celle-ci est intervenue

REGION	SECHERESSE OUI	STADE DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES OU IL A Y EU L'INTERRUPTION DES PLUIES				
		<i>levée</i>	<i>tallage</i>	<i>montaison</i>	<i>épiaison</i>	<i>floraison/grenaison</i>
Diffa	78,9%	53,3%	46,7%	73,3%	56,7%	30,0%
Dosso	76,8%	35,8%	28,3%	43,4%	22,6%	5,7%
Maradi	88,6%	24,2%	32,3%	40,3%	38,7%	21,0%
Tahoua	92,3%	30,6%	35,2%	59,3%	50,0%	19,4%
Tillabéri	84,9%	39,7%	34,2%	38,4%	64,4%	58,9%
Zinder	77,9%	43,4%	30,2%	32,1%	41,5%	20,8%
Niamey	84,6%	54,5%	18,2%	36,4%	54,5%	54,5%
Total	84,8%	37,3%	34,5%	47,9%	47,6%	28,5%

L'examen du tableau ci-dessus fait ressortir que tous les stades phénologiques des cultures ont souffert des arrêts des pluies de 10 jours ou plus à des degrés importants variant de 37,3% pour la levée à 47,9% pour le stade de montaison. Pour chaque stade phénologique, ces taux sont assez élevés dans toutes les régions. Il est à noter que 28,5% des villages enquêtés l'ont vécu au stade crucial de floraison/grenaison.

- ***Pâturage et mouvement du bétail***

Sur le plan National, malgré le déficit fourrager important enregistré en 2008 et bien que la production de 2007 soit exceptionnelle (1.000.373 tonnes de matières sèches), 50% et 51,5% des villages enquêtés respectivement dans les régions de Maradi et Zinder considèrent la situation du pâturage 2008 (disponibilité et qualité) meilleure comparativement à celle de l'année précédente. En effet, plus de 50% des villages la qualifient de « détériorée » dans toutes les régions à l'exception de Maradi et Zinder. Toutefois, sur le plan national, 64,7% des villages déclarent que l'état du pâturage s'est globalement détérioré par rapport à l'année précédente. Ainsi, cette situation est notée par 85,7% des villages à Agadez, 83,6% à Tahoua, 77,9% à Tillabéri, 76,3% à Diffa, 69,2% à Niamey et 50,7% à Dosso. Comme on le constate, la situation est préoccupante dans certaines régions.

La concentration et le mouvement du bétail au niveau national ont été jugés meilleurs à l'année dernière par seulement 37,3% des villages. La diminution de ce phénomène est observée dans 46,4% des villages. Au plan régional, cette diminution est très importante dans les régions pastorales à forts déficits telles qu'Agadez et Tahoua où elle a été mentionnée par respectivement 71,4% et 67,2% des villages enquêtés. Par contre, les régions de Maradi et Zinder qui ont plus de villages enquêtés à production pastorale meilleure à l'année passée enregistrent le plus de concentration/mouvement de bétail avec respectivement 48,6% et 47,1% des villages.

Tableau n° 4: Répartition des villages selon la perception sur la détérioration de l'état du pâturage et le mouvement saisonnier des animaux comparés à l'année 2007

REGION	DETERIORATION DE L'ETAT DU PATURAGE PAR RAPPORT A L'ANNEE PRECEDENTE	CONCENTRATION/MOUVEMENT DE BETAIL	
		Plus que l'année passée	Moins que l'année passée
Agadez	85,7%	-	71,4%
Diffa	76,3%	39,5%	31,6%
Dosso	50,7%	42,6%	32,4%
Maradi	40,0%	48,6%	41,4%
Tahoua	83,6%	27,6%	67,2%
Tillabéry	77,9%	36,0%	37,2%
Zinder	45,6%	47,1%	38,2%
Niamey	69,2%	7,7%	92,3%
Total	64,7%	37,3%	46,4%

3.1.2 Priorités des villages

Sur le plan national, les problèmes les plus importants auxquels ont fait face les villages enquêtés sont par ordre d'importance : la faiblesse de la récolte (34,7% des villages), le manque d'eau (23,3%), la hausse des prix des aliments (14,8%) et le manque d'argent (6%). Par contre, habituellement à la même période, les problèmes les plus importants sont le manque d'eau (22,3%), la faiblesse de la récolte (20,8%), la hausse des prix des aliments (9,4%), le manque d'argent (8,4%), les dégâts champêtres (7,1%), les maladies (6,9%).

3.1.3 Les chocs

Tableau n°5 : Répartition des villages par région selon la perception des chocs subis

NATURE DES CHOCS	AGADEZ	DIFFA	DOSSO	MARADI	TAHOUA	TILLABERI	ZINDER	NIAMEY
Maladie de bétail	-	65,8%	39,1%	71,4%	48,7%	73,3%	85,3%	53,8%
Perte de bétail	14,3%	71,1%	29,0%	82,9%	29,1%	73,3%	80,9%	84,6%
Crise alimentaire	28,6%	76,3%	79,7%	91,4%	59,8%	96,5%	95,6%	100,0%
Sécheresse	57,1%	65,8%	27,5%	35,7%	48,7%	73,3%	45,6%	61,5%
Inondation	-	13,2%	24,6%	25,7%	18,8%	33,7%	36,8%	76,9%
Pressions parasitaires	14,3%	34,2%	23,2%	44,3%	42,7%	68,6%	52,9%	46,2%
Baisse de revenus	14,3%	81,6%	60,9%	60,0%	53,0%	80,2%	70,6%	61,5%
Baisse des prix des produits agropastoraux	14,3%	15,8%	11,6%	22,9%	6,0%	18,6%	22,1%	15,4%
Hausse des prix des produits alimentaires	85,7%	94,7%	79,7%	62,9%	87,2%	97,7%	63,2%	100,0%
Attaque des animaux	-	21,1%	26,1%	57,1%	57,3%	69,8%	61,8%	46,2%
Décès suite aux maladies épidémiques	14,3%	7,9%	39,1%	68,6%	37,6%	30,2%	79,4%	7,7%
Feux de brousse	-	8,3%	1,4%	7,1%	3,4%	4,7%	10,3%	-
Autres (à préciser)	-	2,9%	18,8%	32,9%	18,1%	12,8%	8,8%	-

Tableau n°6 : Répartition des villages par zone agro-écologique selon la perception sur les chocs subis

TYPES DE CHOCS	ZONE AGRICOLE	ZONE AGRO PASTORALE	ZONE PASTORALE ET DESERTIQUE	ENSEMBLE
Maladie de bétail	57,4%	70,7%	29,4%	61,3%
Perte de bétail	54,2%	64,9%	35,3%	57,5%
Crise alimentaire	84,8%	77,0%	70,6%	81,4%
Sécheresse	40,4%	62,1%	70,6%	49,6%
Inondation	26,4%	30,5%		26,9%
Pressions parasitaires	34,3%	66,1%	11,8%	45,3%
Baisse de revenus	62,1%	72,4%	29,4%	64,7%
Baisse des prix des produits agropastoraux	17,0%	12,1%	17,6%	15,2%
Hausse des prix des produits alimentaires	82,3%	80,5%	88,2%	81,8%
Attaque des animaux	41,9%	71,8%		51,5%
Décès suite aux maladies épidémiques	48,0%	40,2%	5,9%	43,6%
Feux de brousse	3,6%	8,1%		5,2%
Autres (à préciser)	20,4%	11,1%	41,2%	17,7%

- ***Hausse des prix des produits alimentaires***

Dans l'ensemble, 81,8% des villages enquêtés ont subi les effets de la hausse des prix des produits alimentaires au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.

Ce choc a été ressenti de façon généralisée dans toutes les régions avec des taux très élevés des villages l'ayant subi. Ces taux varient de 80% environ à 100% dans toutes les régions sauf à Maradi et Zinder où ils sont respectivement de 62,9% et 63,2%, effet étant donc ressenti dans une moindre mesure.

Cette tendance est observée également en termes de zones agro-écologiques qui sont touchées à des taux variant de 80,5% à 88,2%. L'effet est donc général, quelque soit le type de zone.

- ***Baisse de revenus***

Dans l'ensemble du Niger, plus de six villages sur dix (64,7%) ont été confrontés à un problème de baisse de revenus au cours des douze derniers mois qui ont précédé l'enquête.

Les régions qui ont été les plus exposées sont Diffa dans 81,6% des villages, Maradi dans 80,2% des villages et Zinder (70,6%).

On constate en termes de zone agro-écologique que 72,4% et 62,1% des villages respectivement dans les zones agropastorales et agricoles ont vécu un problème de baisse de revenus au cours des douze derniers mois avant l'enquête. Par contre, seulement 29,4% des villages en zone pastorale et désertique ont connu cette baisse de revenu.

- ***Crise alimentaire***

Au niveau national, 81,4% de villages enquêtés ont déclaré avoir vécu une situation de crises alimentaires au cours des douze derniers mois précédant l'enquête.

Dans les régions, cette proportion est beaucoup plus importante dans la périphérie de Niamey car tous les villages (100%) l'avaient vécu, suivie de Tillabéri (96,5%), Zinder (95,6%),

Maradi (91,4%), Dosso (79,7%) et Diffa (76,3%). Les centres urbains de la région d'Agadez sont les moins touchés avec 28,6%.

La crise alimentaire durant les 12 derniers mois précédant l'enquête a beaucoup plus touché les agriculteurs que les éleveurs. En effet, en considérant les zones agroécologiques, la situation a été plus préoccupante en zone agricole avec 84,8% villages enquêtés qui l'ont vécu. Elle est suivie par la zone agropastorale avec 77% des villages et la zone pastorale et désertique avec 70,6%.

- ***Sécheresse***

Au total, 49,6% des villages enquêtés ont subi les effets de la sécheresse au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Les régions les plus touchées sont Tillabéri (73,3%), Diffa (65,8%) et Agadez (57,1%).

En termes de zone, la zone pastorale et désertique a plus souffert de la sécheresse avec 70,6% de villages, suivie de la zone agropastorale (62,1%). La zone agricole a été la moins touchée avec 40,4%. Ceci confirme l'important déficit fourrager enregistré par la campagne agropastorale de l'hivernage 2008 notamment en zone pastorale et agropastorale.

- ***Perte de bétail***

Dans l'ensemble, 57,5% des villages enquêtés ont déclaré avoir perdu du bétail au cours des douze derniers mois avant l'enquête. Sur le plan régional, la perte est plus répandue dans les périphéries de Niamey où 84,6% des villages l'ont déclaré. Ensuite viennent les régions de Maradi (82,9% des villages), Zinder (80,9%), Tillabéri (73,3%) et Diffa (71,1%).

En terme de zone agroécologique, la zone agro-pastorale est la plus touchée (64,9% des villages), suivie de la zone agricole (54,2%) et de la zone pastorale et désertique (35,3%).

- ***Maladie de bétail***

Durant les douze derniers mois précédant l'enquête, 61,3% des villages enquêtés ont été affectés par les maladies du bétail. Seuls les centres urbains de la région d'Agadez n'en ont pas souffert. Les régions les plus touchées sont Zinder (85,3% des villages), Tillabéri (73,3%), Maradi (71,4%), Diffa (65,8%). Par rapport à la zone agro-écologique, la proportion des villages ayant subi ce choc est plus élevée en zone pastorale (70,7%), qu'en zone agricole (57,4%).

- ***Attaques des animaux/insectes***

Les attaques des animaux/insectes ont été subies par 51,5% des villages enquêtés au plan national. Ce choc est plus observé dans les régions de Tillabéri (69,8% des villages), Zinder (61,8%), Tahoua (57,3%), Maradi (57,1%). Le centre urbain de la région d'Agadez n'en a fait cas.

Sur le plan zone agro-écologique, ce phénomène n'a touché que les zones agro-pastorale (71,8%) et agricole (41,9%).

- ***Inondation***

Au niveau national, 26,9% des villages enquêtés ont déclaré avoir enregistré des inondations au cours des douze mois ayant précédé l'enquête. Seuls les centres urbains de la région d'Agadez n'en ont pas déclaré. La zone périphérique de Niamey en a été la plus touchée avec 76,9% des villages victimes. Elle est suivie de la région de Zinder (36,8% des villages) et Tillabéri (33,7%). La région la moins touchée est Diffa avec seulement 13,2% des villages enquêtés qui en ont été victimes.

En terme de zone agro-écologique, les inondations n'ont touché que les villages des zones agricole (26,4%) et agropastorale (30,5%).

- ***Pressions parasitaires***

Dans l'ensemble, 45,3% des villages enquêtés ont subi la pression parasitaire au cours des douze derniers mois précédant l'enquête. Cette proportion est plus importante dans les régions de Tillabéri (68,6% des villages) et Zinder (52,9%). Les centres urbains de la région d'Agadez ont été les moins touchés (14,3%).

Par rapport aux zones agro-écologiques, la pression parasitaire a été beaucoup plus ressentie dans les villages des zones agropastorale (66,1%) et agricole (34,3%) qu'en zone pastorale et désertique (11,8%).

- ***Baisse des prix des produits agropastoraux***

15,2% des villages enquêtés ont souffert de la baisse des prix des produits agropastoraux au cours des douze derniers mois qui ont précédé l'enquête. Cette proportion des villages est plus importante à Maradi (22,9%), Zinder (22,1%) et Tillabéri (18,6%). La région la moins touchée est Tahoua où seulement 6% des villages l'ont vécu.

Ce choc est plus ressenti en zone pastorale et désertique (17,6% des villages) et en zone agricole (17%) qu'en zone agropastorale (12,1%).

- ***Décès suite aux maladies épidémiques***

Dans l'ensemble, 43,6% des villages enquêtés ont déclaré avoir enregistré des décès suite aux maladies épidémiques au cours des douze mois ayant précédé l'enquête. Les régions les plus touchées sont Zinder dans 79,4% des villages, Maradi dans 68,6% des villages, Dosso (39,1%), Tahoua (37,6%), Tillabéri (30,2%). La périphérie de Niamey est la moins touchée avec 7,7% des villages enquêtés qui ont subi ce choc.

- ***Feux de brousse***

Au plan national, seuls 5,2% des villages ont été victimes de feux de brousse au cours des douze derniers mois qui ont précédé l'enquête. Les régions les plus touchées sont Zinder dans 10,3% des villages, Diffa avec 8,3% des villages concernés et Maradi avec 7,1% des villages. La région la moins touchée est Dosso avec 1,4%. La périphérie de Niamey et les centres urbains de la région d'Agadez enquêtés n'ont pas connu de feux de brousse pendant les 12 derniers mois précédant l'enquête.

3.1.4 Situation alimentaire dans les villages (appréciation qualitative)

3.1.4.1 Prix et disponibilité des céréales

Tableau n°7 : Répartition des villages selon la perception sur la comparaison des Prix et de l'offre des céréales sur les marchés par rapport à 2007

REGIONS	OFFRE DE CEREALES PAR RAPPORT AU MOIS PRECEDANT L'ENQUETE		HAUSSE PRIX CEREALES PAR RAPPORT AU MOIS PRECEDANT L'ENQUETE	SITUATION DES PRIX DES CEREALES PAR RAPPORT AU MEME MOIS DE L'ANNEE PRECEDENTE		
	En baisse	Stable/En hausse		En baisse	Stable	En hausse
Agadez	0 %	100,0%	100,0%	0%	0%	100,0%
Diffa	47,4%	52,6%	55,3%	26,3%	13,2%	60,5%
Dosso	40,6%	59,4%	50,7%	17,4%	17,4%	65,2%
Maradi	62,9%	37,1%	92,9%	7,1%	5,7%	87,1%
Tahoua	59,8%	40,2%	91,5%	14,5%		85,5%
Tillabéri	61,6%	38,4%	95,3%	17,4%	14,0%	68,6%
Zinder	61,8%	38,2%	76,5%	22,1%	1,5%	76,5%
Niamey	38,5%	61,5%	69,2%		7,7%	92,3%
Total	55,6%	44,4%	80,8%	15,8%	7,5%	76,7%

Au niveau national, 55,6% des villages ont déclaré avoir observé une baisse de l'offre de céréales sur leurs marchés par rapport au mois précédant l'enquête. Dans les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder, cette situation est observée dans au moins 60% des villages enquêtés. Par contre, environ 60% à 100% des villages ont déclaré avoir observé une stabilité ou une hausse de l'offre des céréales sur les marchés dans la périphérie de Niamey, la région de Dosso et les centres urbains de la région d'Agadez. Le taux le plus élevé de stabilité/hausse (100%), observé dans les centres urbains de la région d'Agadez, est probablement dû aux importantes interventions de l'Etat et de ses partenaires en faveur des populations déplacées fuyant l'insécurité qui sévit dans les zones rurales.

La diminution de l'offre de céréales sur les marchés a eu comme conséquence une généralisation de la hausse des prix. En effet, dans l'ensemble, 80,8% des villages enquêtés ont déclaré que les prix des céréales ont connu une hausse par rapport au mois précédant l'enquête. Cette proportion dépasse 90% dans les régions de Maradi et Tahoua. Toutefois, même dans les centres urbains d'Agadez où la disponibilité des céréales est assurée, les quartiers enquêtés ont déclaré une hausse des prix aussi bien par rapport au mois précédant l'enquête, que par rapport à la même période de l'année passée. Au niveau national, 76,7% des villages enquêtés ont observé une hausse des prix de céréales par rapport à la même période de l'année précédant l'enquête. Au niveau des régions, cette proportion est partout supérieure à 60%.

Avec cette généralisation de la hausse des prix à une période où ils devraient être à leurs niveaux les plus bas de l'année, (début de commercialisation en novembre/décembre), et tenant compte des difficultés de pouvoir d'achat auxquelles les populations ont eu à faire face en 2008, on peut s'attendre à une situation des marchés très difficile pour les consommateurs au cours de l'année 2009.

3.1.4.2 Prix et disponibilité du bétail sur les marchés

Tableau n°8 : Répartition des villages selon la perception sur la comparaison des Prix et de la présentation du bétail sur les marchés comparés à 2007

REGIONS	OFFRE DE BETAIL PAR RAPPORT AU MOIS PRECEDANT L'ENQUETE		PRIX DES ANIMAUX PAR RAPPORT AU MOIS PRECEDANT L'ENQUETE		PRIX DES ANIMAUX PAR RAPPORT AU MEME MOIS DE L'ANNEE PRECEDENTE	
	En baisse	En hausse	En baisse	En hausse	En baisse	En hausse
Agadez		100,0%		85,7%	14,3%	71,4%
Diffa	10,5%	65,8%	26,3%	57,9%	18,4%	55,3%
Dosso	8,7%	85,5%	4,3%	87,0%	7,2%	87,0%
Maradi	7,1%	92,9%	10,0%	90,0%	8,6%	91,4%
Tahoua	18,8%	76,9%	2,6%	90,6%	13,7%	81,2%
Tillabéri	14,0%	77,9%	9,3%	86,0%	14,0%	74,4%
Zinder	17,6%	82,4%	29,4%	70,6%	13,2%	86,8%
Niamey	7,7%	92,3%	7,7%	92,3%		84,6%
Total	13,2%	81,4%	11,1%	83,5%	12,0%	81,0%

D'une manière générale, l'enquête au niveau village montre une hausse généralisée des prix des animaux, aussi bien par rapport au mois qui précède l'enquête que par rapport au même mois de l'année précédente. En effet, 83,5% et 81% des villages enquêtés ont observé la hausse des prix du bétail respectivement par rapport au mois qui a précédé l'enquête et au même mois de l'année précédente. Ces proportions sont comprises entre 70% et 92% des villages dans toutes les régions sauf à Dosso où elles sont respectivement de 57,9% et 55,3%. Cette situation est observée alors que dans toutes les régions, environ 77% à 100% des villages enquêtés ont noté la hausse de l'offre du bétail sur les marchés par rapport au mois ayant précédé l'enquête.

Ainsi, malgré la situation alimentaire difficile notamment la hausse généralisée des prix des produits de première nécessité qui pousse les éleveurs à vendre plus de bétail, ceux-ci arrivent à s'en sortir grâce à des prix assez rémunérateurs.

3.1.4.3 Conclusion sur la situation alimentaire

En conclusion, on retient que dans 62,2% des villages enquêtés, la situation alimentaire des ménages s'est dégradée aussi bien par rapport au mois qui a précédé l'enquête que par rapport au même mois de l'année passée (65,6% des villages en 2007). Dans toutes les régions, cette dégradation de la situation alimentaire est déclarée dans plus de 50% des villages enquêtés sauf dans la région de Dosso où 37,7% et 43% des villages considèrent que la situation est améliorée respectivement par rapport au mois précédent et par rapport à la même période de l'année passée.

Tableau n°9 : Répartition des villages selon la perception sur la situation alimentaire

REGION	PAR RAPPORT AU MOIS PRECEDANT L'ENQUETE			PAR RAPPORT A LA MEME PERIODE DE L'ANNEE PRECEDANT L'ENQUETE		
	Améliorée	Stable	Dégradée	Améliorée	Stable	Dégradée
Agadez		42,9%	57,1%	14,3%		85,7%
Diffa	28,9%	15,8%	55,3%	21,1%	7,9%	71,1%
Dosso	37,7%	29,0%	33,3%	43,5%	14,5%	42,0%
Maradi	12,9%	21,4%	65,7%	34,3%	5,7%	60,0%
Tahoua	6,0%	23,1%	70,9%	17,1%	9,4%	73,5%
Tillabéri	12,8%	16,3%	70,9%	15,1%	32,6%	52,3%
Zinder	32,4%	7,4%	60,3%	32,4%	2,9%	64,7%
Niamey	7,7%		92,3%		7,7%	92,3%
Total	18,6%	19,2%	62,2%	25,2%	12,6%	62,2%

Il faut en outre noter qu'en plus de Dosso, des proportions importantes de villages des autres régions considèrent que la situation s'est améliorée par rapport au mois précédent. C'est le cas des régions telles que Diffa (28,9% des villages), Maradi (12,9%), Tillabéri (12,8%) et Zinder (32,4%). Par rapport à l'année précédente, l'amélioration est aussi observée à des proportions importantes dans les régions de Diffa (21,1%), Agadez (14,3%), Tahoua (17,1%), Tillabéri (15,1%), Maradi (34,3%) et Zinder (32,4%). Au total, la situation alimentaire s'est améliorée par rapport au mois précédent dans 18,6% des villages contre 6% en 2007 et dans 25,2% par rapport à la même période de l'année passée contre 24,7% en 2007.

3.15 Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans (appréciation qualitative)

Tableau n°10 : Répartition des villages selon la perception sur l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans

REGIONS	PRESENCE DES ENFANTS MALNUTRIS MOINS DE 5 ANS	ETAT DE MALNUTRITION PAR RAPPORT AU MOIS PRECEDANT L'ENQUETE			ETAT DE MALNUTRITION PAR RAPPORT ANNEE PRECEDANT L'ENQUETE		
		En augmentation	Stable	En diminution	En augmentation	Stable	En diminution
Agadez	100,0%	28,6%	57,1%	14,3%	28,6%	57,1%	14,3%
Diffa	76,3%	34,5%	31,0%	34,5%	48,3%	10,3%	41,4%
Dosso	52,2%	52,8%	13,9%	33,3%	66,7%	11,1%	22,2%
Maradi	92,9%	26,6%	10,9%	62,5%	29,5%		70,5%
Tahoua	72,6%	24,7%	24,7%	50,6%	30,6%	5,9%	63,5%
Tillabéri	68,6%	47,5%	20,3%	32,2%	50,8%	23,7%	25,4%
Zinder	83,8%	35,1%	8,8%	56,1%	42,9%		57,1%
Niamey	92,3%	16,7%	33,3%	50,0%	33,3%	16,7%	50,0%
Total	74,8%	34,1%	19,2%	46,7%	41,2%	9,3%	49,6%

L'analyse des résultats de l'enquête au niveau village montre que 74,8% des villages ont des enfants de moins de 5 ans malnutris contre 92,6% en 2007. Cette situation concerne plus de 70% des villages dans toutes les régions, sauf la région de Dosso avec 52,2% des villages. La situation est plus importante dans les centres urbains d'Agadez (100%), la région de Maradi (92,9%), la périphérie de Niamey (92,3%) et la région de Zinder (83,8%).

Cette situation est en augmentation dans 34,1% des villages par rapport au mois passé et 41,2% par rapport à l'année précédente au plan national. Par contre, elle est en diminution dans 46,7% des villages par rapport au mois passé et 49,6% par rapport à la même période de

l'année passée. Par rapport au mois passé, la proportion de l'augmentation va de 16,7% des villages dans la périphérie de Niamey à 52,8% des villages dans la région de Dosso. Par rapport à l'année passée, la malnutrition est en augmentation dans 28,6% à 66,7% des villages à travers toutes les régions. Les régions ayant les proportions les plus élevées d'augmentation sont Dosso (66,7%), Tillabéri (50,8%), Diffa (48,3%), et Zinder (42,9%).

Les déclarations de diminution de la malnutrition par rapport au mois passé sont enregistrées dans les régions de Maradi (62,5%), Zinder (56,1%), Tahoua (50,6%) et la périphérie de Niamey (50%). Par rapport à l'année passée, cette proportion est plus importante dans les régions de Maradi (70,5% des villages), Tahoua (63,5%), Zinder (57,1%) et la périphérie de Niamey (50%).

Tableau n°11: Répartition des villages selon la perception sur la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle et les raisons de non fréquentation

REGION	ENFANTS MALNUTRIS FREQUENTENT T-ILS LES CENTRES DE RECUPERATION NUTRITIONNELLE ?		RAISON NON FREQUENTATION DES CENTRES DE RECUPERATION					
	Oui	Non	Centre éloigné	Manque de moyens financiers	manque d'informations	Refus d'un des parents	Manque aliments thérapeutiques	Autres raisons
Agadez	85,7%	14,3%	100,0%	-	-	-	-	-
Diffa	48,3%	51,7%	41,2%	5,9%	35,3%	-	-	17,6%
Dosso	58,3%	41,7%	31,3%	6,3%	6,3%	-	43,8%	12,5%
Maradi	98,4%	1,6%	57,1%	-	14,3%	-	7,1%	21,4%
Tahoua	100,0%	-	33,3%	-	-	-	66,7%	-
Tillabéri	86,4%	13,6%	53,8%	7,7%	15,4%	-	7,7%	15,4%
Zinder	89,5%	10,5%	54,5%	27,3%	-	9,1%	-	9,1%
Niamey	100,0%	-	-	-	-	-	-	-
Total	86,8%	13,2%	46,7%	8,0%	14,7%	1,3%	14,7%	14,7%

La fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants malnutris est très importante dans toutes les régions. En effet, à l'exception des régions de Diffa et Zinder avec respectivement 48,3% et 58,3% des villages, dans les autres régions plus de 85% des villages enquêtés affirment présenter les enfants malnutris dans des centres de récupération nutritionnelle. Dans la région de Tahoua et la périphérie de Niamey, ce sont tous les villages enquêtés qui fréquentent les centres de récupération. Dans la région de Maradi 98,4% des villages les fréquentent.

Cette prise de conscience de la population est le fruit des efforts conjugués du gouvernement et de ses partenaires à travers des actions multiformes de sensibilisation et de prises en charge des problèmes sanitaires notamment ceux de la femme et de l'enfant.

Cependant les proportions de 51,7% et 41,7% des villages ne présentant pas leurs enfants dans les centres de récupération nutritionnelle observés respectivement dans les régions de Diffa et Dosso doivent faire appel à l'intensification de ces actions.

Au plan national, c'est 86,8% des villages enquêtés qui fréquentent les centres de récupération. Cette proportion est sensiblement la même qu'en 2007 (86,4% des villages).

Dans l'ensemble, 13,2% des villages ne fréquentent pas les centres de récupération nutritionnelle pour des raisons diverses. Ainsi, 46,7% de ces villages évoquent l'éloignement comme raison de non fréquentation des centres de récupération. Ce motif est suivi par le manque d'informations, le manque d'aliments thérapeutiques et d'autres raisons à des proportions égales (14,7%). Le manque des moyens financiers est évoqué par 8% de ces villages tandis que le refus d'un parent concerne 1,3% des villages. Les principales raisons évoquées par région sont :

- Agadez : Eloignement des centres 100% des villages concernés ;
- Diffa : Eloignement des centres (41,2%), Manque d'informations (35,3%), Autres raisons (17,6%), Manque de moyens financiers (5,9%) ;
- Dosso : Manque d'aliments thérapeutiques (43,8%), Eloignement des centres (31,3%), Autres raisons (12,5%), Manque de moyens financiers (6,3%) et Manque d'informations (6,3%) ;
- Maradi : Eloignement des centres (57,1%), Autres raisons (21,4%), Manque d'informations (14,3%), Manque d'aliments thérapeutiques (7,1%),
- Tillabéri : Eloignement des centres (53,8%), Manque d'informations (15,4%), Autres raisons (15,4%), Manque de moyens financiers (7,7%), Manque d'aliments thérapeutiques (7,7%) ;
- Zinder : Eloignement des centres (54,5%), Manque de moyens financiers (27,3%), refus d'un parent (9,1%), Autres raisons (9,1%).

Conclusion sur la nutrition chez les enfants de moins de 5 ans

Tableau n°12 : Répartition des villages selon la perception sur la malnutrition des enfants de moins de 5 ans

REGION	Par rapport au mois précédant l'enquête			Par rapport à la même période de l'année précédant l'enquête		
	Améliorée	Stable	Dégradée	Améliorée	Stable	Dégradée
Agadez	42,9%	42,9%	14,3%	14,3%	57,1%	28,6%
Diffa	28,9%	28,9%	42,1%	32,4%	29,7%	37,8%
Dosso	47,8%	27,5%	24,6%	43,5%	26,1%	30,4%
Maradi	52,2%	14,5%	33,3%	59,4%	8,7%	31,9%
Tahoua	61,5%	23,1%	15,4%	63,2%	17,1%	19,7%
Tillabéri	40,7%	25,6%	33,7%	36,0%	31,4%	32,6%
Zinder	66,2%	11,8%	22,1%	51,5%	10,3%	38,2%
Niamey	46,2%	30,8%	23,1%	46,2%	23,1%	30,8%
Total	51,6%	22,3%	26,1%	49,4%	20,6%	30,0%

Les résultats de l'enquête village font ressortir que de l'avis de la population, la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans s'est améliorée dans 51,6% des villages enquêtés par rapport au mois précédent. Cette tendance à l'amélioration de la situation est notée dans toutes les régions sauf celle de Diffa dont 42,1% des villages enquêtés l'ont déclarée en dégradation contre 28,9% pour lesquels elle s'est améliorée.

Par rapport à la même période de l'année passée, l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans s'est amélioré dans 49,4% des villages enquêtés contre une dégradation dans 30%. En 2007, ces proportions étaient respectivement de 43,7% et 44,9%. On observe ainsi une certaine amélioration en 2008 par rapport à 2007.

3.2 ENQUETE AU NIVEAU DES MENAGES

3.2.1 Caractéristiques socioéconomiques et démographiques

Les caractéristiques socioéconomiques et démographiques des ménages appréhendés par l'enquête et analysées portent sur le sexe, la situation matrimoniale, l'âge et l'activité principale du chef de ménage ainsi que la taille moyenne des ménages.

A - Caractéristiques du chef de ménage

- **Sexe du chef de ménage**

L'analyse de la répartition des chefs de ménage par sexe selon la région fait ressortir que dans la plupart des régions, très peu de ménages sont dirigés par des femmes. En effet, plus de 90% des chefs de ménage sont des hommes. Cela s'observe surtout au niveau de la périphérie de Niamey (95,7%), des régions de Maradi (95%), Zinder (93,5%), Tillabéri (92,9%) et Dosso (91,9%). Les régions d'Agadez, Tahoua et Diffa affichent quant à elles des proportions inférieures à la moyenne nationale avec respectivement 84%, 82,2% et 88,8%. Comparée au niveau national la proportion des femmes chefs de ménage est importante à Tahoua (17,8%) et Agadez (16%).

- *Age moyen du chef de ménage*

Selon les résultats de l'enquête, l'âge moyen des chefs de ménage est de 44,2 ans (contre 44,6 ans en 2006 et 2007). En considérant les régions, l'âge moyen varie de 42,5 ans au niveau de la périphérie de Niamey à 46,6 ans dans la région d'Agadez.

- *Taille moyenne du ménage*

La taille moyenne du ménage est de 6,4 personnes au niveau national (8,7 en 2006, 7,6 en 2007).

Avec respectivement 7,2 et 6,6, la taille moyenne du ménage est plus importante à Dosso et Maradi. Elle demeure cependant moins élevée à Diffa (5,8) et Tahoua (5,9).

- *Statut matrimonial des chefs de ménage*

Il ressort de l'analyse des résultats de l'enquête que très peu de chefs de ménage n'ont jamais contracté un mariage. En effet, les mariés, divorcés ou veufs représentent 98,9% pour l'ensemble du pays. La proportion des chefs de ménage en situation maritale (mariés monogames et polygames) au niveau national est de 90,8%. Elle varie cependant d'une région à une autre. Elle est de 96% au niveau de la périphérie de Niamey et 84,7% à Diffa et 87,1% à Tahoua.

Tableau n°13: Répartition (%) des ménages par sexe, état matrimonial, niveau d'instruction et principale activité du chef de ménage selon la région

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Périphérie de Niamey	Ensemble
Sexe du CM									
Masculin	84,0	88,8	91,6	95,0	82,2	92,9	93,5	95,7	90,8
Féminin	16,0	11,2	8,4	5,0	17,8	7,1	6,5	4,3	9,2
Taille moyenne	6,0	5,8	7,2	6,6	5,9	6,6	6,0	6,7	6,4
Age moyen des CM	46,6	42,9	46,0	42,7	44,4	44,9	43,8	42,5	44,2
État matrimonial									
Marié(e) monogame	66,6	64,6	69,6	61,9	67,1	73,9	72,3	72,7	68,6
Marié(e) polygame	12,1	20,1	21,6	31,5	20,0	18,3	20,2	23,3	22,2
Divorcé(e)/Séparé(e)/Veuf (ve)	18,2	13,2	7,7	5,8	12,1	5,8	6,8	3,5	8,1
Jamais marié (e)	3,2	2,1	1,1	0,9	0,8	2,0	0,7	0,5	1,1
Niveau d'instruction									
Primaire	16,1	9,6	8,2	8,4	6,8	8,3	6,7	14,3	7,9
Secondaire	24,2	6,8	4,1	5,0	4,1	3,2	4,5	7,9	4,7
Supérieur	8,2	0,8	1,2	0,9	0,6	0,7	1,3	4,1	1,0
Coranique	26,1	37,4	19,3	31,6	41,4	23,3	40,4	24,2	32,6
Alphabétisé	0,7	1,6	2,2	8,0	1,5	1,5	6,6	3,0	4,1
Aucun	24,7	43,8	65,1	46,0	45,6	63,0	40,5	46,5	49,7
Principale activité du chef de ménage									
Agriculture	1,7	54,3	84,2	71,9	62,3	85,8	66,5	65,3	70,8
Elevage	0,2	21,1	1,2	2,9	3,8	1,9	5,9	2,3	4,0
Commerce	26,5	7,8	4,8	12,1	12,9	3,7	12,7	7,8	10,1
Artisanat	13,2	2,0	1,1	2,4	3,3	0,9	2,1	0,9	2,3
Secteur public	14,5	4,3	3,1	2,9	1,9	2,4	2,9	5,9	2,9
Secteur privé	11,0	1,1	0,3	1,0	0,9	0,7	0,9	6,3	1,0
Travail journalier	8,6	2,2	0,8	3,3	4,5	0,7	3,1	6,2	2,8
Autres	24,4	7,3	4,5	3,7	10,3	3,8	5,9	5,2	6,2

- **Activité principale des chefs de ménage**

Selon les résultats de l'enquête, environ 70,8% des chefs de ménage ont comme activité principale l'agriculture contre 66% en 2007. Ce pourcentage varie d'une région à une autre. En effet, la proportion des chefs de ménage agriculteurs est plus importante dans des régions de Tillabéri (85,8%), Dosso (84,2%) et Maradi (71,9%).

Dans les centres urbains de la région d'Agadez (communes d'Agadez, Arlit et Tchirozérine), très peu de chefs de ménage ont comme principale activité l'agriculture. C'est le commerce qui préoccupe la majorité des chefs de ménage (25,5%).

- **Niveau d'instruction des chefs de ménage**

Selon les résultats de cette enquête, près de 50% des chefs des ménages sont sans niveau d'instruction. 32,6% ont une instruction coranique (46,7% en 2007).

La proportion des chefs de ménage ayant fréquenté est faible (13,6%). Elle varie cependant d'une région à une autre. Elle est de 48,5% à Agadez, 27,3% au niveau de la périphérie de Niamey contre seulement 12,5% à Zinder et 12,2% à Tillabéri.

B - Caractéristiques des ménages

• *Source d'eau de boisson des ménages*

Très peu de ménages utilisent de l'eau potable comme eau de boisson. En effet, 47,3% des ménages s'approvisionnent en eau potable au niveau des robinets, forages, minis AEP ou puits protégés. Cette faible proportion est encore plus accentuée dans certaines régions. En effet, si on s'intéresse à la répartition des chefs de ménage par principale source d'eau de boisson selon la région, on remarque qu'à Dosso (45,8%), Maradi (45,6%), Tahoua (45,4%) moins d'un ménage sur 2 utilise l'eau potable comme boisson. La situation est encore plus inquiétante dans la périphérie de Niamey et Tillabéry où, respectivement 38,1 % et 34,6% des ménages utilisent l'eau potable. Il faut cependant relever que dans le milieu urbain d'Agadez plus de 98% des ménages utilisent de l'eau potable comme principale source de boisson.

• *Type de toilette des ménages*

Les données de l'enquête montrent que le principal type de toilette utilisé par les ménages est la brousse ou la nature. En effet, près de 4 ménages sur 5 (78,6%) déclarent aller dans la nature pour se soulager ; vient ensuite la latrine traditionnelle. C'est dans les régions de Zinder, Tahoua et Dosso que la brousse est surtout fréquentée comme lieu d'aisance avec respectivement 83,5%, 81,7% et 80,8%. A Agadez urbain, la latrine traditionnelle avec 55,1% demeure le principal type de toilette utilisé par les ménages suivi par la latrine améliorée. Dans ce noyau urbain, très peu de ménages utilisent la brousse (6,2%).

• *Source d'énergie des ménages*

Dans l'ensemble et quelle que soit la région, le bois de chauffe est la principale source d'énergie pour la cuisson : près de 90% des ménages l'utilisent. Cette source est suivie par les tiges de céréales (8%). L'utilisation du bois de chauffe par les ménages comme source d'énergie pour la cuisson est encore plus prononcée à Diffa (97,8%), Niamey périphérie (97,2%), Tillabéri (97%), Dosso (93,4%) et Tahoua (91,6%) dépassant ainsi la moyenne nationale. La proportion des ménages utilisant le bois comme source de cuisson à Maradi bien qu'importante est faible (73,4%) comparée à celles des autres régions et même du niveau national. Dans cette région, on relève un pourcentage important des ménages utilisant les tiges de céréales comme source de cuisson : 25,5% soit plus d'un ménage sur quatre. A l'instar des autres régions, les ménages d'Agadez urbain utilisent plus le bois de chauffe (80,1%). Mais cette source est suivie par le charbon : 11,2%.

• *Statut d'occupation des logements*

Selon les données de l'enquête, au Niger, très peu de ménages sont locataires. En effet, seulement 2,4% de chefs de ménage ont déclaré payer pour se loger. Ainsi, 89,8% des chefs de ménage sont propriétaires de leur logement. Ils sont suivis par ceux qui sont logés gratuitement (8,9%). Il faut cependant indiquer qu'à Agadez, on relève une proportion

importante de ménages d'une part locataires (près de 25%) et d'autre part, logés gratuitement (17,3%).

Tableau n°14: Répartition en % des ménages par région suivant les commodités du logement

Caractéristiques logement	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Périphérie de Niamey	Ensemble
Principale source de boisson									
Eau potable	98,7	51,1	45,8	45,6	45,4	34,6	57,0	38,1	47,3
Eau non potable	1,3	48,9	54,2	54,4	54,6	65,4	43,0	61,9	52,7
Principal type de toilette									
Latrine traditionnelle	55,1	17,0	15,8	15,5	12,3	20,1	12,5	17,0	15,8
Latrine améliorée	33,4	6,9	3,2	6,3	5,2	1,7	3,1	9,9	4,7
Brousse (nature)	6,2	76,1	80,8	77,2	81,7	77,7	83,5	72,1	78,6
W.C avec chasse d'eau	5,2	-	0,1	0,8	0,5	0,1	0,7	-	0,6
Autre	-	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	1,0	0,2
Principale source d'énergie (pour la cuisson)									
Bois de chauffe	80,1	97,8	93,4	73,4	91,6	97,0	95,5	97,2	89,8
Charbon	11,2	1,0	1,2	0,3	0,5	0,4	0,6	-	0,8
Gaz	6,3	0,6	0,2	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7
Electricité	2,1	0,1	-	-	0,2	-	0,1	-	0,1
Réchaud à pétrole	-	-	-	-	-	-	0,0	0,3	0,0
Bouses de vache	-	-	2,4	-	0,2	0,4	0,1	0,6	0,4
Tiges de céréales	-	-	2,6	25,5	6,9	1,4	2,5	0,9	8,0
Autre	0,3	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	-	0,2
Statut d'occupation logement									
Propriétaire	55,0	92,5	88,1	89,6	85,9	88,1	92,1	74,2	88,3
Locataire	24,9	3,9	2,2	1,9	2,3	1,4	1,9	4,5	2,4
Logé gratuitement	17,3	3,3	9,3	8,5	10,6	10,6	6,0	21,3	8,9
Autres	2,7	0,3	0,3	0,1	1,1	-	0,0	-	0,4

3.2.2 Caractéristiques socio économiques de la population

Les données analysées dans cette section proviennent des informations collectées auprès de chaque membre des ménages enquêtés durant les interviews extrapolées à la population nationale. Le milieu urbain de Niamey et le milieu rural de la région d'Agadez sont exclus du champ de l'enquête)

- *Niveau d'instruction*

Il ressort des résultats de l'enquête que 51% des nigériens sont sans aucun niveau d'éducation. Ceux ayant un niveau se répartissent comme suit : 35.3% ont un niveau primaire – soit un peu plus d'un tiers de la population, 8,6% ont un niveau secondaire, 0,8% ont un niveau supérieur, 0,5% sont alphabétisé et 11,2% ont un niveau de l'enseignement coranique.

L'analyse des résultats par région montre que les régions de Dosso, Tillabéri, et Maradi présentent les plus fortes proportions de personnes non instruites (avec respectivement 58.7%, 58.4% et 50.8%). Par contre, la région d'Agadez est celle ayant le plus fort taux des personnes possédant un niveau d'éducation primaire (44.5%), suivie de la périphérie de Niamey (35.3%). La région d'Agadez possède également le seul taux notable de personnes ayant un niveau d'éducation secondaire avec 18.7%. Les régions restantes présentent toutes un taux inférieur à

5%, sauf pour la périphérie de Niamey qui arrive à 8.6%. Il existe également de très faibles proportions (inferieur a 1% de la population) dans toutes les régions du pays en ce qui concerne les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur, avec une exception pour le milieu urbain d'Agadez qui présente 2.7% de personnes ayant un niveau d'éducation supérieure.

- **Principale occupation**

Les travaux ménagers et domestiques et l'agriculture, sont les principales occupations de la population âgée de 5 ans et plus. Ils occupent une forte proportion des personnes avec respectivement 36,9% et 28,1%. L'occupation principale venant en troisième position est la catégorie des élèves/étudiants avec un taux de 20.6%. Ces trois occupations concernent à elles seules environ 85% de la population. Le reste des occupations a donc une représentativité très mineure, avec pour exception le petit commerce qui constitue une occupation pour 3.5% de la population restante.

Sur le plan régional, les résultats de l'enquête montrent une certaine constance dans les principales occupations. En effet, hormis le milieu urbain d'Agadez où l'agriculture est pratiquement inexistant avec 0.1% de la population, les travaux ménagers/domestiques et l'agriculture demeurent les principales occupations dans les régions. Le petit commerce, cependant, est plus important qu'à l'échelle nationale pour la communauté urbaine d'Agadez, et les régions de Maradi, Zinder et Tahoua avec respectivement 7.2%, 6.0%, 5.6% et 4.1%. Enfin, l'élevage est une activité significative dans la région de Diffa concernant 8.5% de la population alors que le secteur public / prive est importante dans la communauté urbaine d'Agadez concernant 7.6% de la population.

Tableau n°15: Répartition en % de la population par sexe, niveau d'instruction et occupation principale, par région

Caractéristiques socio-économiques	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Peripherie de Niamey	Total
Niveau d'instruction									
Primaire	44.5	20.9	26.7	22.2	25.4	26.1	20.4	35.3	24.3
Secondaire	18.7	5.8	4.7	4.6	4.5	3.4	5.3	8.6	4.8
Superieur	2.7	0.6	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.8	0.3
Coranique	12.7	28.5	9.1	19.2	25.1	11.2	24.4	11.2	18.1
Alphabetise	0.3	1.0	0.5	3.0	0.5	0.7	2.3	0.5	1.4
Aucun	21.2	43.2	58.7	50.8	44.3	58.4	47.2	43.7	51.0
Occupation principale									
Agriculture	0.1	18.8	38.4	27.8	21.2	30.7	27.5	21.4	28.1
Elevage	0.0	8.5	0.5	1.6	1.9	1.3	3.6	1.4	2.0
Petit commerce	7.2	3.6	1.4	6.0	4.1	1.6	5.6	2.9	3.9
Artisanat	7.5	0.4	0.4	0.8	1.3	0.4	0.9	1.7	0.9
Chasse/peche	0.7	0.1	0.0	0.1	0.1	0.3	0.1		0.1
Bucheron	0.3	0.1	0.1	0.1	0.2	0.0	0.1	0.1	0.1
Eleve/etudiant	39.9	24.8	21.5	19.4	24.0	18.6	17.3	26.6	20.6
Travaux menagers et domestiques	22.7	33.3	32.5	39.9	37.2	41.4	34.3	37.7	36.9
Soin des animaux au sein du menage	0.2	2.3	1.6	1.0	0.9	1.4	1.6	0.5	1.3
Secteur public/prive	7.6	1.3	0.6	1.2	0.9	0.5	1.2	2.7	1.0
Commerçant/entrepreneur	2.8	0.2	0.3	0.4	0.7	0.2	0.4	0.3	0.4
Autres	10.9	6.6	2.7	1.6	7.7	3.6	7.5	4.8	4.7

3.2.3 Sécurité alimentaire des ménages et vulnérabilité

3.2.3.1 Disponibilité alimentaire

- *Appréciation de la campagne agricole de 2008*

Selon les avis des populations enquêtées, la campagne 2008/2009 a été jugée bonne par 26,4% des ménages contre 10,8% et 11,6% respectivement en 2006 et 2007. Seuls 26,6% des ménages l'ont trouvée mauvaise contre 53,0% et 35,5% respectivement en 2006 et 2007. Du point de vue de la disponibilité des stocks, c'est-à-dire la production propre et/ou approvisionnement (achat, don, zakat, etc.), 88,8% déclarent disposer d'un stock contre 80,5% en 2007.

Tableau n° 16 : Répartition des ménages selon leur appréciation des campagnes agricoles 2006, 2007 et 2008

Jugement sur l'issue de la campagne 2008	Années		
	2006	2007	2008
Bonne	10,8%	11,6%	26,4%
Moyenne	36,2%	52,9%	46,7%
Mauvaise	53,0%	35,5%	26,8%

- *Appréciation du niveau des récoltes de 2008*

Les récoltes de 2008 sont déclarées supérieures à celles de 2007 par 31,2% des ménages, alors qu'en 2007 et 2006, respectivement 21,9% et 23,8 % les avaient déclarées supérieures à celles des années précédentes.

Cette appréciation positive résulte de l'augmentation des quantités récoltées qui sont dans l'ensemble supérieures à celles de 2006 et 2007.

- *Durée des stocks des ménages*

L'amélioration des résultats de la campagne 2008 s'est manifestée plus clairement par l'allongement notable de la couverture des stocks qui passe à 5,4 mois en moyenne contre 3,4 mois et 3,7 mois en moyenne respectivement en 2006 et 2007. Ainsi, les ménages ont gagné 1,7 mois en moyenne de couverture de stock. Il faut aussi noter que la médiane de la couverture des stocks est de 5 mois, ce qui signifie que la moitié des ménages ont déclaré que la durée de leur stock est supérieure ou égale à 5 mois. Près de 14% déclarent que leur stock peut couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes contre 12,3% en 2007 et 3,8% en 2006.

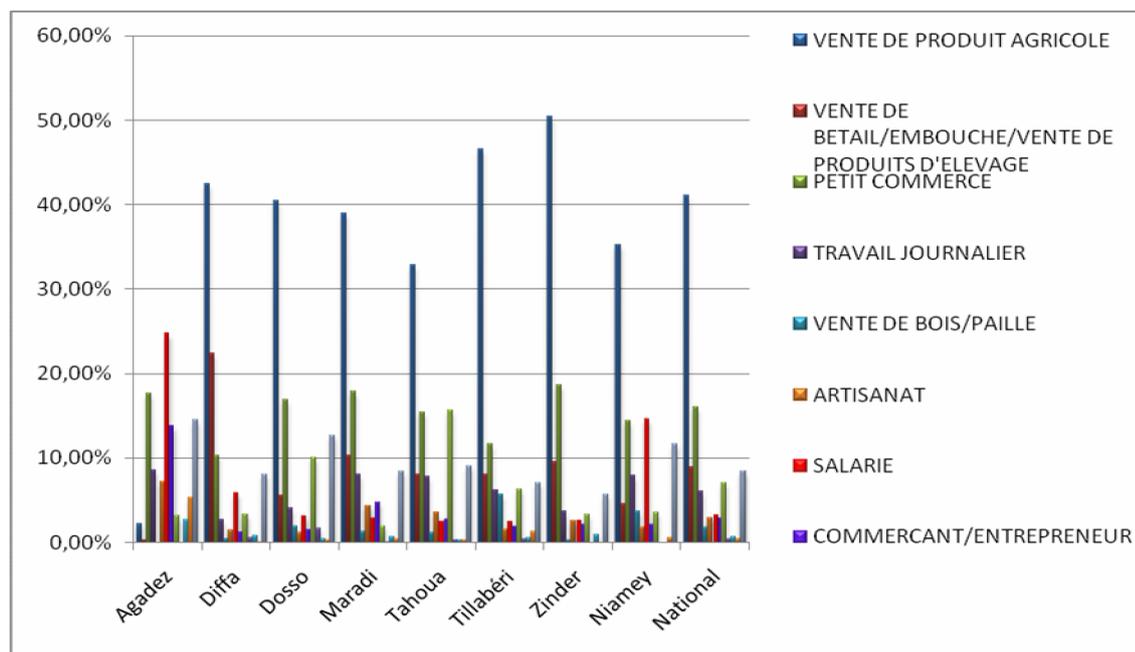
Tableau n° 17 : Durée moyenne des stocks déclarée par les chefs de ménage

ANNEES	DUREE DES STOCKS (EN MOIS)
2006	3,4
2007	3,7
2008	5,4

3.2.3.2 Moyens de subsistance et accès aux aliments

Les résultats de l'enquête font ressortir que l'essentiel des moyens de subsistance des ménages proviennent prioritairement de la vente des produits agricoles (41%), du petit commerce (16%) et de la vente de bétail, embouche et vente des produits d'élevage (10%)

Graphique n°1 : Proportion des sources de revenus selon les régions.



Au niveau national, sur l'ensemble des ménages ayant déclaré avoir au moins une source de revenu, la vente des produits agricoles est citée comme première pour 41% des ménages contre 24% pour l'année 2007. Trois régions présentent des taux supérieurs à la moyenne nationale : Zinder (50,4%), Tillabéri (46,6%) et Diffa (42,4%). Ceci pourrait confirmer la primauté de la vente des produits de rente agricole sur les autres activités génératrices de revenu. Tout choc subit par ces produits agricoles dans ces régions affecterait négativement la sécurité alimentaire des populations.

Au niveau départemental, parmi les ménages ayant déclarés la vente des produits agricoles comme première source de revenu, on observe une forte concentration dans 15 départements avec des taux supérieurs à la moyenne nationale (41%), avec un pic à Téra (77%). Ces départements se répartissent comme suit selon les zones agro écologiques :

- Cinq (5) en zone agricole : Kollo (63,2%), Gaya (62%), Say (58,4%), Magaria (54,7%), Bouza (44,3%) ;
- Dix (10) en zone agro pastorale : Téra (77%), Mayahi (69,6%), Diffa (63,6%), Dakoro (62,7%), Tanout (55,2%), Abalack (54,4%), Mirriah (52%), Loga (50,5%), Tillabéri (48%), Douchi (46,2%).

3.2.3.3 Autres sources de revenu des ménages

- *Le petit commerce*

Le petit commerce constitue la principale source de revenus pour environ 16% des ménages contre 15% en 2007. Cette proportion est de 18,6% pour la région de Zinder, 18% pour la région de Maradi, 17,6% pour la région d'Agadez et 17% pour la région de Dosso,

- *Vente de bétail, embouche et vente des produits d'élevage*

La proportion des ménages qui ont cette activité comme première source de revenu au niveau national est de 10% contre 10,8% en 2007. Ce taux est beaucoup plus élevé dans les régions de Diffa (22,4%) et Maradi (10,3%). Il est par contre insignifiant pour la zone urbaine d'Agadez (0,3%).

- *Les transferts*

Cette source de revenu constitue le principal moyen de subsistance pour environ 7% des ménages contre 9% en 2007. Les transferts sont beaucoup plus pratiqués dans les régions de Tahoua (15,7%) et Dosso (10%). Cela confirme la place de la région de Tahoua au niveau national en matière d'exode.

- *Le travail journalier*

Cette activité constitue la principale source de revenu pour 6% des ménages contre 6,6% en 2007. Cette proportion est au dessus de la moyenne nationale dans toutes les régions à l'exception de celles de Diffa (2,7%), Zinder (3,7%) et Dosso (4%).

- *Vente de bois/paille*

Cette activité occupe prioritairement 1,8% des ménages contre 5,6% en 2007. Elle est beaucoup plus pratiquée dans la région de Tillabéri (5,7%). Cette forte diminution de la proportion des ménages ayant cette activité comme principale source de revenu pourrait s'expliquer par l'important déficit de paille enregistré cette année.

- *Artisanat*

L'artisanat occupe prioritairement 3% des ménages contre 4,6% en 2007. Cette proportion est au dessus de la moyenne nationale dans trois régions du pays : Agadez (7,2%), Maradi 4,3%) et Tahoua (3,6%).

- *Salariés*

Le salaire constitue la principale source de revenu pour 3,3% des ménages contre 3,1% en 2007. Cette proportion est de 24,7% dans Agadez urbain et 14,6% dans Niamey périphérie.

- ***Commerçant/entrepreneur***

La proportion des ménages qui dépendent principalement de cette activité est de 3% au niveau national. Cette proportion est de 13,8% dans Agadez urbain et 4,8% à Maradi.

- ***Emprunt***

Cette source de revenu constitue le principal moyen de subsistance pour seulement 0,4% des ménages. Cette proportion est largement au dessus de la moyenne nationale dans la région de Dosso (1,7%).

- ***Mendicité***

La mendicité occupe principalement 0,7% des ménages. Cette activité est beaucoup plus développée dans les régions d'Agadez (2,7%), de Zinder (0,9%) et de Diffa (0,8%).

- ***Extraction/Carrière***

La proportion des ménages vivant principalement de cette activité est 0,5% au niveau national. Cette activité est beaucoup plus développée dans les régions d'Agadez (5,3%) et Tillabéri (1,3%).

- ***Autres activités***

La proportion des ménages vivant d'autres activités en dehors de celles ci-dessus citées est de 8,4% au niveau national. Cette proportion est au dessus de la moyenne nationale dans les régions d'Agadez (14,5%), de Dosso (12,7%), dans la périphérie de Niamey (11,6%) et de Tahoua (9,1%).

Tableau n°27 : Répartition des différentes sources de revenu par région

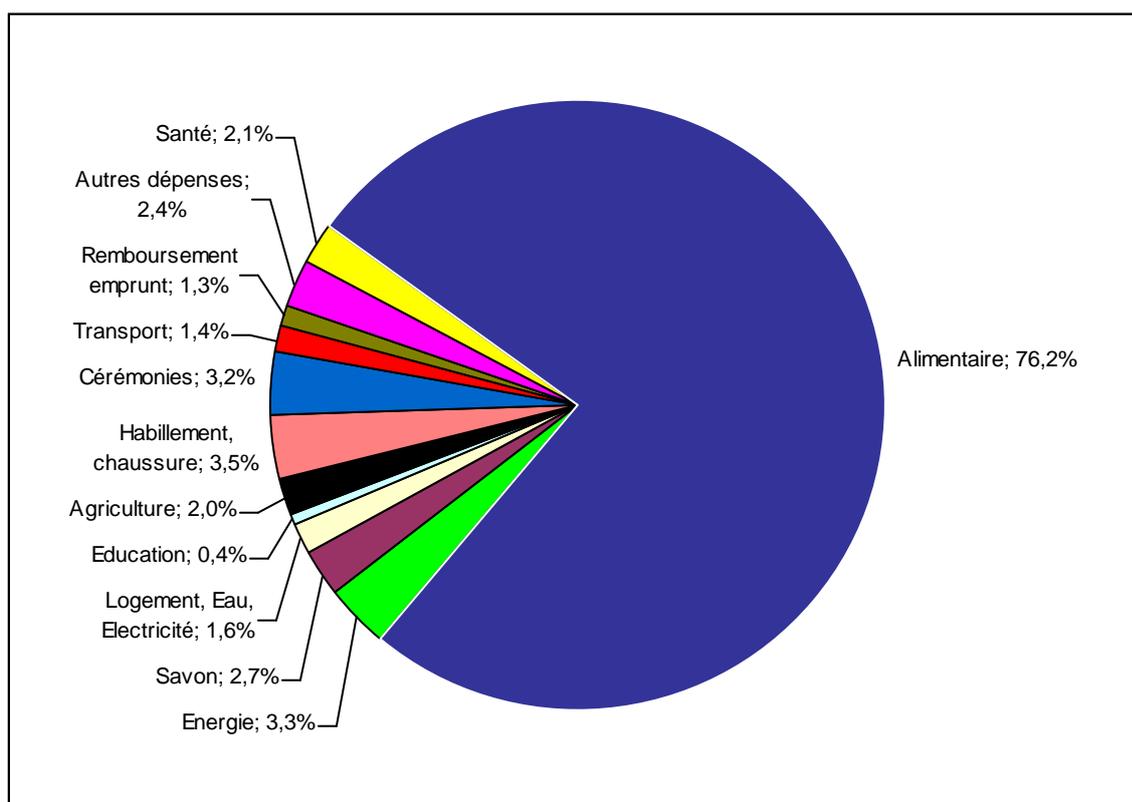
Régions	Première source de revenu													Total
	vente de produit agricole	Vente de bétail Embouche vente de produits d'élevage	Petit commerce	Travail journalier	Vente de bois/paille	Artisanat	Salarié	Commerçant entrepreneur	Transfert	Emprunt	Mendicité	Extraction carrière	Autres	
Agadez	2,2%	0,3%	17,6%	8,5%	-	7,2%	24,7%	13,8%	3,2%	-	2,7%	5,3%	14,5%	100,0%
Diffa	42,4%	22,4%	10,3%	2,7%	,5%	1,5%	5,9%	1,3%	3,3%	0,6%	0,8%	0,1%	8,1%	100,0%
Dosso	40,4%	5,6%	16,9%	4,0%	1,9%	1,2%	3,2%	1,5%	10,0%	1,7%	0,5%	0,3%	12,7%	100,0%
Maradi	38,9%	10,3%	17,9%	8,1%	1,3%	4,3%	2,9%	4,8%	1,9%	0,1%	0,7%	0,4%	8,4%	100,0%
Tahoua	32,8%	8,1%	15,4%	7,8%	1,2%	3,6%	2,6%	2,8%	15,7%	0,3%	0,3%	0,3%	9,1%	100,0%
Tillabéri	46,6%	8,1%	11,7%	6,2%	5,7%	1,6%	2,6%	1,9%	6,3%	0,4%	0,6%	1,3%	7,1%	100,0%
Zinder	50,4%	9,5%	18,6%	3,7%	,3%	2,6%	2,7%	2,2%	3,3%	0,0%	0,9%	0,0%	5,7%	100,0%
Niamey	35,2%	4,5%	14,4%	7,9%	3,7%	1,8%	14,6%	2,2%	3,5%	-	-	0,6%	11,6%	100,0%
Total	41,1%	8,9%	16,0%	6,0%	1,8%	2,9%	3,3%	2,9%	7,0%	0,4%	0,7%	0,5%	8,4%	100,0%

3.2.3.4 Dépenses des ménages et répartition des dépenses

Notons tout d'abord qu'à l'image de l'analyse des revenus, les dépenses monétaires moyennes générées par les ménages et l'autoconsommation valorisée au prix du marché, n'ont pas été calculées pour cette année 2008.

Cependant, la répartition moyenne des dépenses pour l'ensemble des ménages a été calculée et les résultats se présentent comme suit :

Graphique N° 2: Répartition des dépenses⁴ mensuelles selon les postes



La structure des dépenses se présente de façon similaire à l'année précédente et montre une forte part allouée aux dépenses alimentaires qui représentent en moyenne 76,2% du total des dépenses des ménages. L'année précédente, la part des dépenses alimentaires était de 75,3%. Les dépenses non alimentaires des ménages continuent donc à représenter une part marginale des budgets des ménages puisqu'elles totalisent un quart des dépenses globales des ménages.

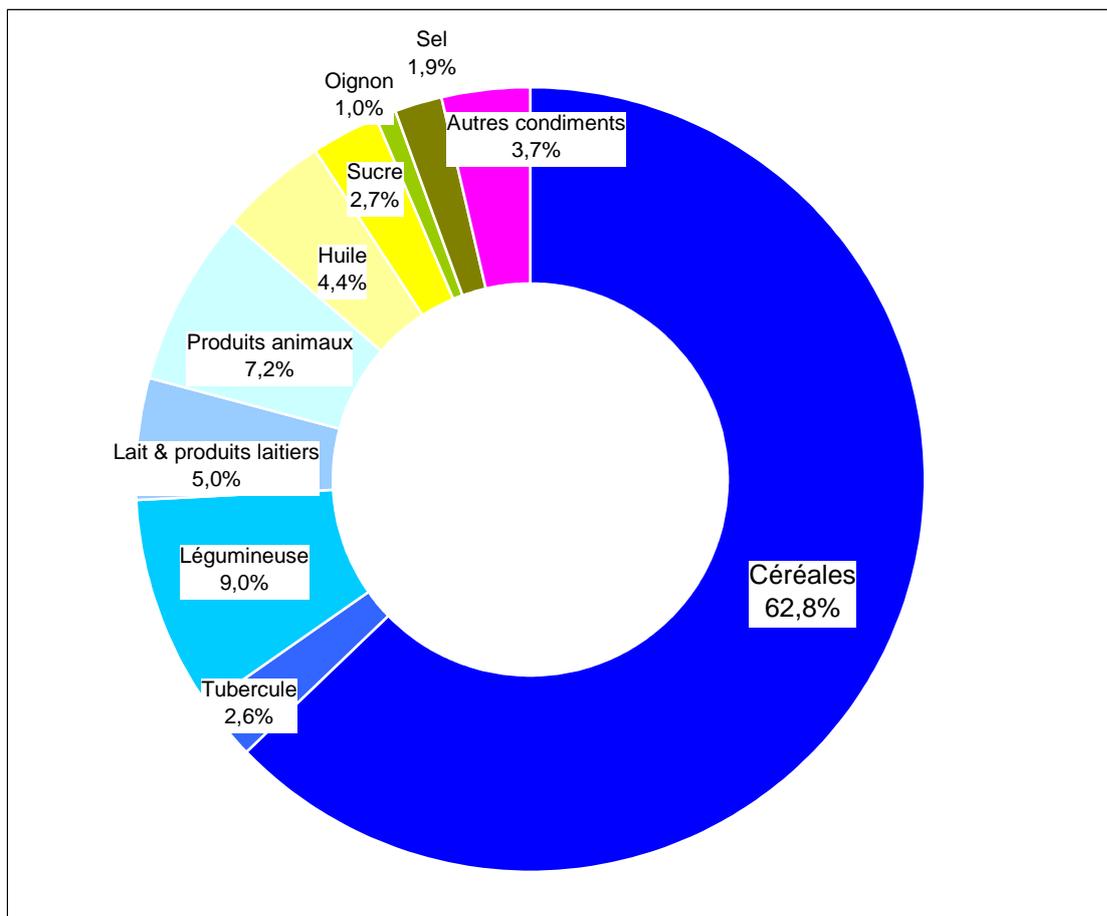
Les dépenses d'éducation prennent la part la plus faible de tout le budget moyen avec 0,4% du total des dépenses ; quant à la part des dépenses réservée à la santé, elle reste également stable par rapport à l'année passée avec la même part de 2,1%. Les dépenses concernant les cérémonies concernent 3,2%, alors que les dépenses concernant les remboursements et emprunts représentent 1,3%.

⁴ Y compris les dépenses d'autoconsommation

L'analyse de la structure des dépenses alimentaires permet de confirmer les tendances observées sur la diversité alimentaire. En effet, d'après le graphique ci-dessous, les dépenses en céréales représentent 62,8% des dépenses alimentaires totales, soit à peu près les deux tiers des dépenses alimentaires des ménages.

Il est à noter que les dépenses en légumineuses viennent en seconde position avec 9% du total et que l'huile ne représente qu'une faible proportion des dépenses avec 4,4%. Les dépenses sur les protéines animales prennent cependant 7,2% du total du budget alors que celles sur le lait et les produits laitiers ne prennent que 5% du budget total.

Graphique N° 3: Répartition des dépenses alimentaires mensuelles selon le groupe d'aliments



3.2.3.5 Stratégies des ménages pour faire face aux besoins alimentaires

Comparativement aux années 2006 et 2007, peu de ménages ont mis en œuvre des stratégies de survie pour faire face à des situations d'insécurité alimentaire. Les ménages ont signalé moins de départ d'actifs que d'habitude ; 7,3 % en 2008 contre 7,8 % en 2007 et 26,0 % en 2006.

- *Analyse des chocs vécus par les ménages les 12 derniers mois précédant l'enquête et leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages*

Le mot choc est utilisé pour décrire le(s) événement(s) pouvant provoquer une situation d'urgence. L'expression recouvre les « chocs » soudains consécutifs, par exemple, à des inondations ou à un conflit et les « crises » qui se développent progressivement suite à une sécheresse ou à un effondrement économique, par exemple. Les chocs sont des phénomènes de plus en plus récurrents au Sahel en général et au Niger en particulier.

Tableau n°18 : Répartition des ménages selon les chocs qu'ils ont vécus les 12 derniers mois précédant l'enquête

Type de chocs	1 ^{er} Choc	2 ^{er} Choc	3 ^{er} Choc
Perte d'emploi	0,6%	0,7%	0,9%
Baisse de revenu	11,7%	13,7%	14,1%
Maladie dépenses de sante exceptionnelle	13,0%	16,6%	16,4%
Décès d'un membre de famille	3,1%	2,1%	2,6%
Augmentation des prix de denrées alimentaires	36,6%	26,9%	14,1%
Augmentation des prix du carburant/ transport	0,2%	1,5%	2,7%
Augmentation des prix du loyer	0,1%	0,2%	0,3%
Augmentation des prix des intrants agricoles	0,7%	4,2%	7,8%
Coupure d'électricité	0,1%	0,2%	0,3%
Insécurité / vols	1,5%	1,4%	2,2%
Remboursement de dettes	0,9%	2,6%	4,5%
Chômage de longue durée	1,8%	2,1%	3,1%
Catastrophe naturelles	1,1%	2,3%	3,7%
Irrégularité des pluies	7,2%	10,5%	14,1%
Autres	21,5%	15,0%	13,1%

Les résultats de l'enquête indiquent que les trois principaux chocs auxquels ont fait face les ménages entre décembre 2007 et décembre 2008 sont surtout l'augmentation des prix de denrées alimentaires et les maladies / dépenses de sante exceptionnelle dans toutes les régions, la baisse des revenus surtout dans les régions de Zinder, de Maradi et de Tahoua et l'irrégularité des pluies déclarée dans les régions de Tillabéri et de Tahoua.

Ces différents chocs ont affecté les conditions de vie des ménages avec un impact sur la situation alimentaire et nutritionnelle variant d'un ménage à un autre.

Tableau n°19 : Répartition des ménages selon leur perception sur l'impact de l'augmentation des prix des denrées alimentaires

IMPACT DE L'AUGMENTATION DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES SUR :	TRES IMPORTANT	MODERE	FAIBLE	PAS D'IMPACT
La situation alimentaire des ménages	41,9%	40,6%	14,2%	3,4%
La situation nutrition des enfants de moins de 5 ans	24,7%	42,6%	22,0%	10,7%

Ainsi par rapport à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, 41,9% des ménages ont déclaré que l'impact sur la sécurité alimentaire est très important alors que pour 3,4% des

ménages, il n'y a pas d'impact. Les régions dans lesquelles les ménages ont déclaré que l'impact sur la sécurité alimentaire est très élevé sont principalement celles de Diffa, Dosso, Maradi et Tillabéri. En revanche, les régions dans lesquelles l'impact est déclaré inexistant sont Niamey et Tahoua.

De même 24,7% des ménages ont déclaré que l'augmentation des prix a eu des impacts sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans tandis que pour 10,7%, il n'y a pas d'impact.

Les régions dans lesquelles les ménages ont déclaré que l'impact sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est très élevé sont principalement celles de Niamey, Diffa, Maradi, Dosso. A l'opposé, les régions dans lesquelles l'impact est déclaré inexistant sont Agadez, Diffa.

- **Analyse des stratégies de résilience**

Pour appréhender les capacités d'adaptation des ménages aux chocs, on analyse les différentes stratégies de survie ou de résilience développées par les ménages pour faire face à des difficultés alimentaires. A partir de là, on calcule l'indicateur composite « coping stratégie index (CSI) » traduit en français par l'indice de stratégie de survie. Parmi les stratégies prises en compte dans le calcul du CSI, on peut citer la diminution de la ration journalière, la diminution du nombre de repas quotidien, passer toute une journée sans manger, le recours à la mendicité et à la consommation inhabituelle des aliments de pénurie. Le CSI synthétise le degré d'exposition des ménages aux chocs. Plus il est élevé, plus le niveau de vulnérabilité du ménage augmente. Cet indicateur reflète ainsi l'insécurité alimentaire du moment. Son examen est particulièrement intéressant dans un contexte de choc/crise comme la hausse des prix des denrées alimentaires qui pourrait limiter l'accessibilité alimentaire aux ménages.

Les stratégies d'adaptation des ménages peuvent également être analysées selon le niveau de réversibilité, c'est-à-dire la possibilité pour un ménage de retrouver sa situation initiale après avoir fait face à un choc/crise donné. On distinguera 3 niveaux différents : plus le ménage fait recours à des stratégies du niveau 3, plus il est exposé dans une situation où la réversibilité est difficile.

Nombre de repas pris par les adultes

Tableau n°20 : Répartition des ménages selon le nombre de repas collectifs pris par jour

Année	Nombre de repas	% des adultes habituellement	% des adultes actuellement
2008	0 - 2 Repas	29,0%	30,0%
	2 à 3 Repas	66,1%	66,0%
	Plus de 3 Repas	5,0%	4,0%
2007	0 - 2 Repas	-	16,5%
	2 à 3 Repas	-	80,0%
	Plus de 3 Repas	-	3,5%

Environ 66,1% de ménages ont déclaré consommer habituellement 2 à 3 repas collectifs par jour, 29,0% prennent au plus 2 repas et 5,0% consomment plus de 3 repas par jour.

En décembre 2008, 66,0% de ménages prennent également 2 à 3 repas collectifs par jour.

Cette proportion a baissé dans toutes les régions sauf à Diffa où elle a augmenté pour passer de 61,7% à 68,6%.

Comparée à décembre 2007, la proportion des ménages qui prennent plus de 3 repas par jour s'est améliorée passant de 3,5% à 4% en 2008 au niveau national. Cette proportion s'est améliorée dans toutes les régions sauf dans la région de Tahoua où elle a diminué, passant de 10,4% à 2,9%.

Nombre de Repas pris par les enfants de moins de 5 ans

Tableau n°21 : Répartition des ménages selon le nombre de repas pris par jour par les enfants de moins de 5 ans

Années	Nombre de repas	Pourcentage des enfants habituellement	Pourcentage des enfants actuellement
2008 (1-5ans)	0 - 2 Repas	8,7%	6,6%
	2 à 3 Repas	19,8%	21,0%
	Plus de 3 Repas	71,5%	72,4%
2007 (0 - 5 ans)	0 - 2 Repas		5,6%
	2 à 3 Repas		19,9%
	Plus de 3 Repas		74,5%

Habituellement, dans 19,8% des ménages, les enfants de moins de 5 ans mangent 2 à 3 repas par jour. Dans 8,7% des ménages, les enfants de moins de 5 ans prennent moins de 2 repas par jour et dans 71,5% des ménages, les enfants consomment plus de 3 repas par jour.

Dans tous les départements, la proportion des ménages dont les enfants mangent habituellement plus de 3 repas est plus élevée sauf dans les départements de Gaya (55,1%), d'Abalak (62,8%) et de Keita (50,2%) où les plus fortes proportions des ménages sont enregistrées pour la consommation habituelle de 2 à 3 repas par jour pour enfants de moins de 5 ans.

En décembre 2007, 19,9% des ménages donnent entre 2 et 3 repas aux enfants de moins de 5 ans. Cette proportion s'est améliorée pour passer à 21,0% en décembre 2008 au niveau national. Cependant, cette proportion a diminué dans les régions de Diffa (41,6% à 34,6%), de Dosso (30,3% à 28,3%), de Tillabéri (17,8% à 16,5%) et de Zinder (20,2% à 15,6%).

En revanche, la proportion des ménages dont les enfants prennent plus de 3 repas par jour a baissé pour passer de 74,5% en décembre 2007 à 72,4% en décembre 2008. Cette baisse est enregistrée dans toutes les régions sauf dans les régions de Diffa et de Zinder.

Indice de stratégie de survie

Tableau n°22 : Répartition des ménages ayant développé les stratégies au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête en 2007 et en 2008

Stratégies développées par les ménages au cours des 7 derniers jours	2008	2007
Consommation d'aliments moins préférés	23,8%	17,8%
Emprunter des vivres chez des parents, des voisins ou des amis	7,6%	12,6%
Acheter des vivres à crédit	9,4%	-
Recours inhabituel à la consommation d'aliments de pénurie	2,2%	2,0%
Recours à la mendicité	2,0%	-
Diminution de la ration journalière	11,0%	-
Diminution de la ration journalière pour les adultes au profit des enfants	6,6%	21,7%
Diminution de la ration journalière des enfants de moins de 5 ans	-	13,0%
Diminution du nombre de repas quotidiens	8,2%	-
Passer toute une journée sans manger	3,1%	4,9%
Coping Strategy Index / Indice de stratégie de survie	3,9	3,7

Les résultats indiquent que l'indice de stratégies de survie (CSI) moyen est estimé à 3,9 en décembre 2008. Sa valeur était à 3,7 en décembre 2007, ce qui veut dire que les ménages ont développé en moyenne plus de stratégies en décembre 2008.

On note par ailleurs qu'il y a moins de ménages ayant emprunté des vivres chez des parents, des voisins ou des amis et également moins de ménages ayant diminué la ration journalière pour les adultes au profit des enfants et encore moins de ménages qui ont passé toute une journée sans manger.

Tableau n° 23 : Répartition des ménages ayant développé les stratégies dites de niveau 1

Années	Réduction du nombre de repas collectifs habituels	Réduction du nombre de repas habituellement pris par enfant de 1 à 5ans
2008	6,2%	4,1%
2007	7,1%	6,9%

Les résultats indiquent que la proportion des ménages ayant réduit le nombre de repas collectifs pris par les adultes par jour par rapport au niveau habituel, a baissé pour passer de 7,1% en décembre 2007 à 6,2% en décembre 2008. De même la proportion des ménages dont le nombre de repas des enfants a diminué par rapport au niveau habituel a diminué, passant de 6,9% en décembre 2007 à 4,1% en décembre 2008.

En décembre 2008, la réduction du nombre de repas collectif a affecté beaucoup plus la zone agricole (54,4%) et la zone agropastorale (44,1%) surtout dans les régions de Tahoua (28,4%), de Maradi (25,4%) et de Tillabéri (15,0%)

De même, la réduction du nombre de repas pour les enfants de moins de 12 à 59 mois a affecté beaucoup plus la zone agricole (53,7%) et la zone agropastorale (44,5%) surtout dans les régions de Maradi (34,0%), Tahoua (24,8%) et Dosso (18,4%).

Tableau n°24 : Répartition des ménages ayant développé les stratégies dites de niveau 2

Années	Départ inhabituel d'actifs au cours des 30 derniers jours	Vente d'animaux reproducteurs pour raison alimentaire au cours des 30 derniers jours	Vente biens non productifs pour raison alimentaire au cours des 30 derniers jours
2008	7,3%	8,5%	1,2%
2007	7,8%	7,9%	2,1%

L'enquête révèle que la proportion des ménages ayant enregistré des départs inhabituels d'actifs au cours des 30 jours précédant le passage est en baisse par rapport à l'année 2007 à la même période. Elle est passée de 7,8% en décembre 2007 à 7,3% en décembre 2008.

Les régions qui enregistrent plus de ménages ayant enregistré des départs inhabituels d'actifs sont Tillabéri (31,7%), Zinder (26,5%), Tahoua (22,8%).

D'après les données de l'enquête, 8,5% des ménages ont vendu, pour raison alimentaire, au moins soit une femelle reproductrice, soit un mâle géniteur, au cours des 30 jours précédant le passage.

Les biens non productifs sont en général la propriété des femmes qui servent en priorité à la décapitalisation dans les situations difficiles.

L'enquête révèle que seulement 1,2% des ménages ont vendu des biens de valeur dits non productifs, pour des raisons alimentaires au cours des 30 jours précédant le passage. Cette proportion était estimée à 2,1% au cours du mois de décembre 2007.

L'enquête montre également que seulement 0,1% des ménages ont été contraints de retirer les enfants de l'école pour raison alimentaire les 30 jours précédant le passage.

Tableau n°25 : Répartition des ménages ayant développé les stratégies dites de niveau 3

Années	Vente biens productifs pour raison alimentaire au cours des 30 derniers jours	Vente de terre pour raison alimentaire au cours des 30 derniers jours
2008	1,3%	0,5%
2007	2,2%	0,7%

Les résultats de l'enquête révèlent que les proportions des ménages ayant vendu des biens productifs et des terres pour raison alimentaire sont estimées respectivement à 1,3% et 0,5% en décembre 2008. Ces proportions sont en baisse par rapport à leurs niveaux calculés en décembre 2007 qui étaient respectivement de 2,2% et 0,7%.

Parmi les régions qui enregistrent le plus de ménages ayant vendu des biens productifs, il y a Tillabéri, Zinder et Tahoua avec respectivement 34%, 27,6% et 17,7%.

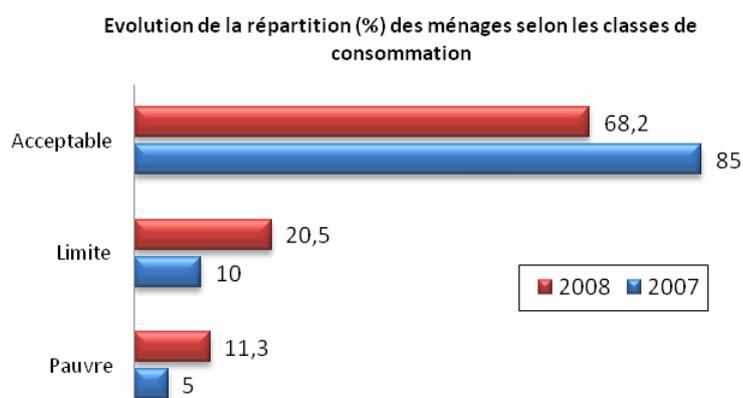
Les régions qui enregistrent le plus de ménages ayant vendu des terres sont Tahoua (30,4%), Zinder (21,2%) et Tillabéri (18,9%).

3.2.3.6 Consommation alimentaire des ménages

La diversité et fréquence de consommation

L'analyse de la consommation alimentaire des ménages, combinant la fréquence et la diversité des aliments consommés au cours des sept jours précédant l'enquête, montre comme sur le graphique ci-dessous que 11,3% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre en 2008 alors qu'ils étaient seulement 5% en 2007. Elle fait également ressortir que 20,5% des ménages en 2008 contre 10% en 2007 ont une consommation alimentaire à la limite. Par ailleurs on constate que 68,2% des ménages en 2008 (contre 85% en 2007, soit plus de 8 ménages sur 10) ont une consommation alimentaire acceptable en termes de diversité et de fréquence.

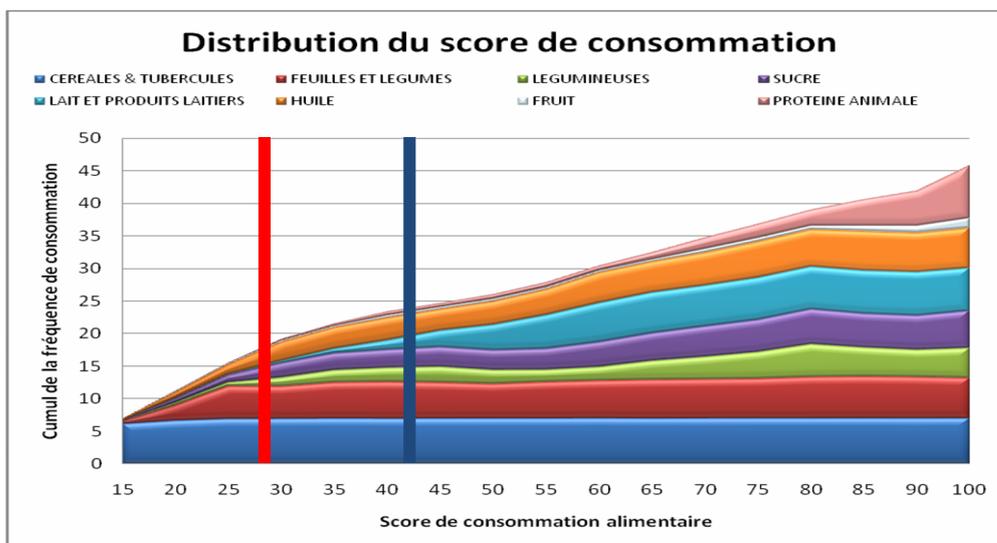
Graphique n° 4 : Répartition des ménages selon les classes de score de consommation alimentaire en 2007 et 2008



Le graphique ci-dessous présente la fréquence de consommation cumulative des groupes d'aliments suivant l'évolution du score de consommation alimentaire. Chaque aire des composantes du graphique matérialise sa présence dans l'alimentation du ménage. Ainsi plus l'aire est importante, plus le groupe est bien représenté dans la consommation du ménage.

La barre rouge sur le graphique ci-dessous (correspondant au seuil 28 du score de consommation alimentaire) délimite la consommation des ménages de la classe "Pauvre" (ci-dessus), alors que la barre bleue (correspondant au seuil 42) sépare les ménages de la classe "Limite" de la classe "Acceptable". Chaque valeur du score de consommation correspond à une composition et la fréquence des groupes d'aliments. Quelle que soit la classe du score de consommation (pauvre, limite et acceptable), les ménages consomment 7 jours sur 7 le groupe des céréales et tubercules et celui des feuilles et légumes. Seuls les ménages ayant une consommation acceptable consomment les fruits, le lait et la protéine animale.

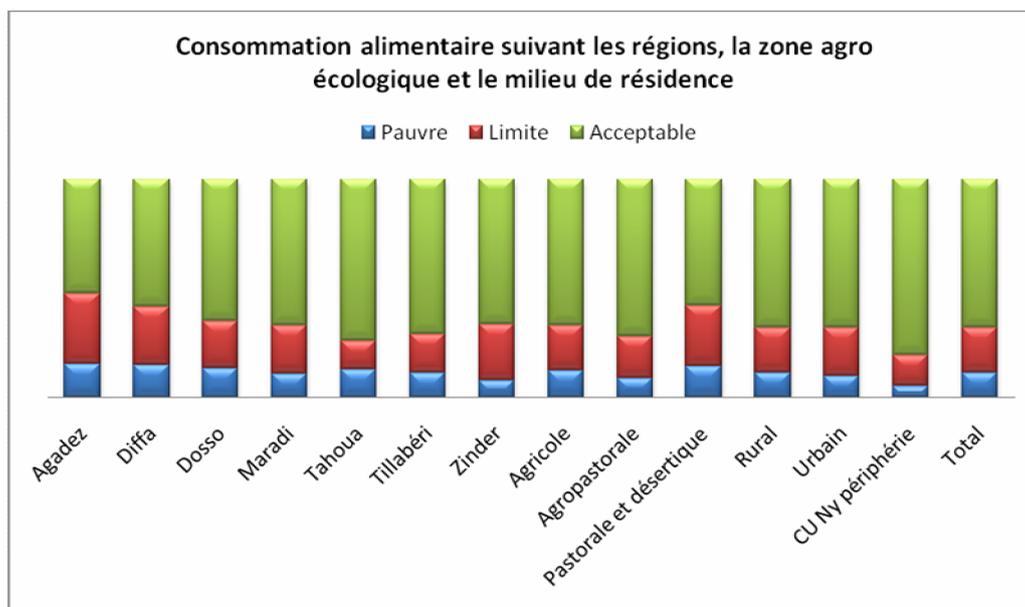
Graphique n°5 : Distribution du score de consommation



La consommation alimentaire selon les zones agro-écologiques laisse apparaître de légères disparités sur le plan national. En effet, les proportions de ménages de deux zones agro-écologiques ayant des consommations alimentaires pauvres sont supérieures à la moyenne nationale. Ces proportions sont à 14,2% dans la zone pastorale et désertique et 12,3% dans la zone agricole. Elle est de 9,1% dans la zone agropastorale.

La proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est beaucoup plus élevée dans les régions d'Agadez (15,3%), de Diffa (15,2%), de Dosso (13,5%). Cette proportion est moins élevée dans les villages périphériques de Niamey (5,4%).

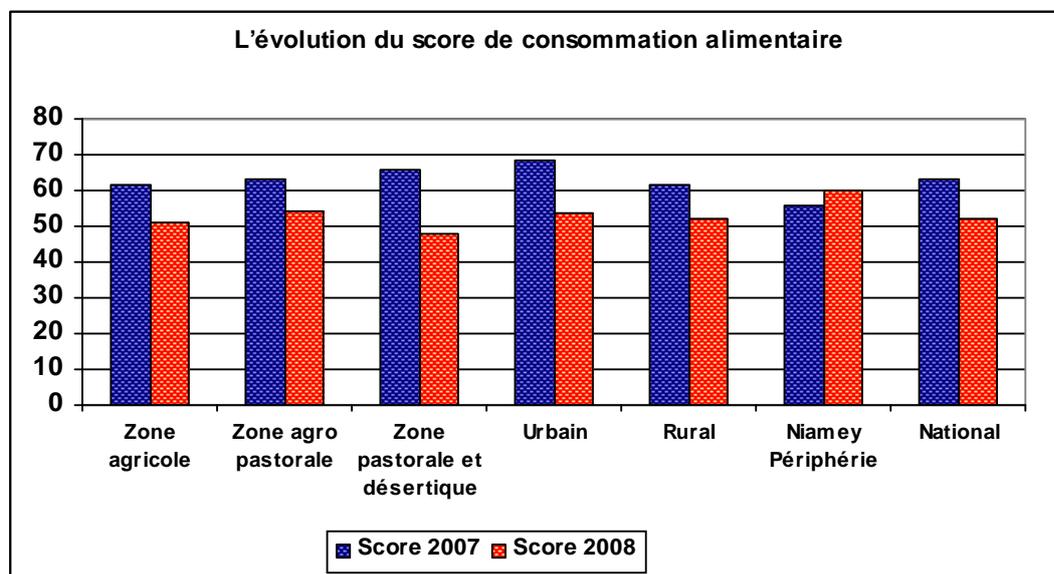
Graphique n°6 : Consommation alimentaire suivant les régions, la zone agro écologique et le milieu de résidence.



En comparaison avec l'année dernière, le score de consommation nationale moyen (52%) de cette année indique que les ménages ont une consommation moins diversifiée et moins

fréquente. En effet, cette comparaison suit la tendance générale partout, sauf au niveau des villages périphériques de Niamey (cf. le graphique ci-dessous).

Graphique n°7 : L'évolution du score de consommation alimentaire



Variation du régime alimentaire

Il a été noté que plus de la moitié des ménages (50,7%) ont un régime alimentaire stable par rapport à l'année dernière à la même époque. En 2008, 27,2% des ménages ont une variation du régime alimentaire qui s'est traduite par une détérioration de la consommation alimentaire. Cependant cette consommation alimentaire s'est améliorée au niveau de 22,1% des ménages par rapport à la même période de l'année passée.

Dans l'ensemble, 31,8% des ménages estiment qu'ils consomment des aliments différents de ceux de l'année passée à la même période.

La consommation de certains types d'aliments s'est estompée dans plus du quart des ménages (25,7%) au moment de l'enquête par rapport à l'an passé.

La modification du régime alimentaire est la réaction la plus couramment utilisée pour faire face à la crise. Les ménages ayant des consommations alimentaires pauvres ont plus fait recours à des stratégies de survie que les autres. Ainsi, la moyenne de l'indice de stratégie de survie (Coping Strategy Index – CSI) produit le classement suivant pour les trois classes du score de consommation alimentaire:

- Pauvre (CSI moyen = 7,1) ;
- Limite (CSI moyen = 4,6) ;
- Acceptable (CSI moyen = 3,2).

Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et alimentation des enfants de 6 à 24 mois

La malnutrition des enfants de moins de 5 ans est une problématique complexe aux causes et effets multiples. Elle constitue l'une des préoccupations majeures au Niger. Toutes les enquêtes réalisées depuis 2005, confirment la dynamique d'amélioration progressive de la situation nutritionnelle dans le pays.

La mauvaise qualité de l'alimentation figure parmi les multiples causes de la malnutrition chez les enfants. La diversité alimentaire (nombre de différents groupes d'aliments consommés par un enfant) est un élément d'appréciation de la qualité de son alimentation. Le tableau ci-dessous donne les différents groupes d'aliments ainsi que le pourcentage des enfants de 6 à 24 mois qui ont consommé un groupe donné au cours des 24 heures précédant l'enquête. Les résultats indiquent que globalement, la situation alimentaire des enfants de 6 à 24 mois est identique à celle qui prévalait à la même période l'année dernière. On note cependant une dégradation par rapport à la consommation de certains groupes d'aliments tels que les viandes, les légumes et l'huile en raison principalement de leur prix élevé.

Tableau n°26 : Alimentation des enfants de 6 à 24 mois dans les 24 heures précédant l'enquête

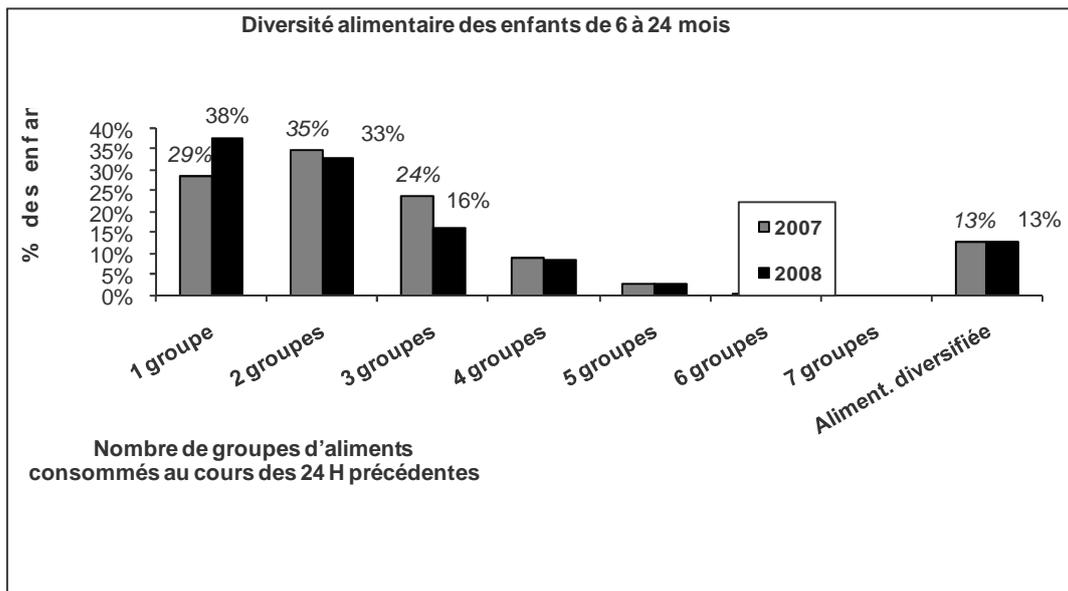
GROUPE D'ALIMENTS	2007	2008
Produits Laitiers*	23.6	26.5
Céréales**	98.9	97.0
Légumineuses***	18.1	17.5
Légumes	14.4	9.4
Fruits	3.0	2.6
Viandes****	18.3	15.1
Huiles	48.4	40.9
Moyenne score de diversité alimentaire	2.25	2.09

- * les produits laitiers: lait en poudre/boite, lait frais d'animal, produits laitiers (yaourt, fromage) ;
- ** les céréales : aliments pour le bébé (commercialisé), farine de sevrage (commercialisé), bouillie locale, boule, UNIMIX/CSB, sorgho, riz, farine, maïs, mil, et tubercules (pomme de terre, patate douce, manioc, igname, taro) ;
- *** les Légumineuses: lentilles, haricots, niébé, pousses de soja, arachides ;
- **** les viandes : viande, volaille, poisson, œufs

Sur la base de ces 7 groupes d'aliments, un score de diversité variant théoriquement d'un minimum de 0 à un maximum de 7 a été calculé pour les enfants de 6 à 24 mois. Le graphique ci-dessous donne la distribution de ce score. Tous les enfants qui ont un score de diversité supérieur à 4 sont considérés comme ayant une alimentation diversifiée. Sur cette base, les résultats montrent que 13% seulement des enfants âgés de 6 à 24 mois ont une alimentation diversifiée aussi bien en 2007 qu'en 2008 à la même période.

L'examen du graphique montre que si globalement la situation est restée la même sur les deux périodes, la proportion des enfants de 6 à 24 mois qui ont consommé un seul groupe d'aliment a augmenté, passant de 29% en 2007 à 38% en 2008. Parallèlement la proportion des enfants de 6 à 24 mois qui ont consommé 3 groupes d'aliments au cours des 24 heures précédant l'enquête a quant à elle diminué, passant de 24% en 2007 à 16% en 2008. Une hausse continue des prix pourrait contribuer à dégrader davantage la qualité de l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois avec pour conséquence, une détérioration de la situation nutritionnelle.

Graphique n°8 : Score de diversité alimentaire des enfants de 6 à 24 mois



3.2.4 Identification des populations vulnérables

Combien de personnes sont en insécurité alimentaire ?

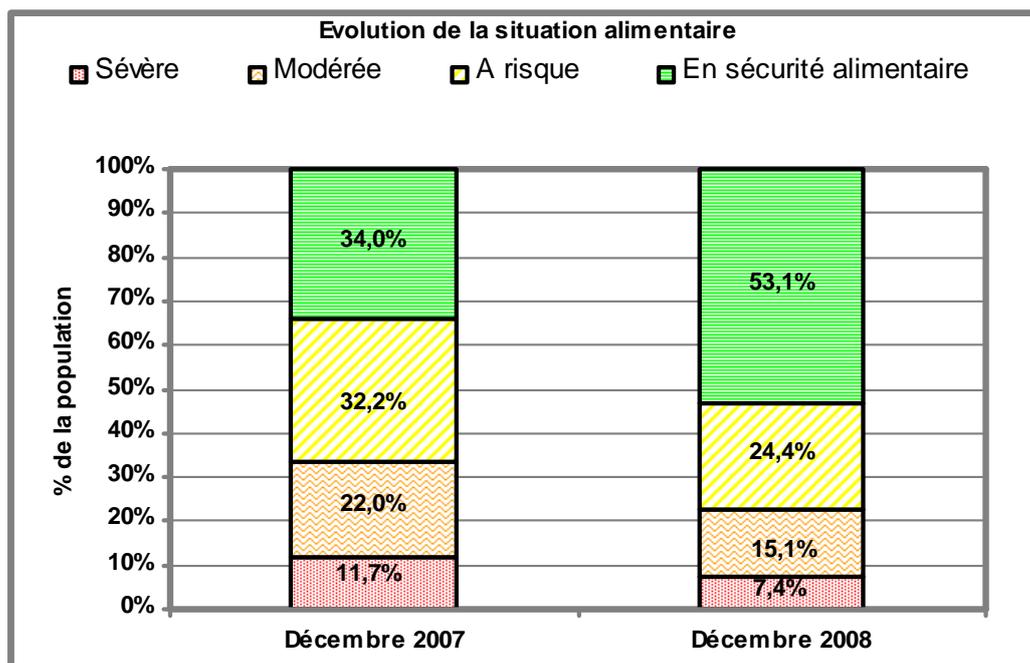
La détermination des personnes en insécurité alimentaire se fonde sur une analyse statistique des indicateurs des trois dimensions de la sécurité alimentaire à savoir la disponibilité, l'accessibilité économique aux aliments et l'utilisation alimentaire. Les résultats de l'enquête montrent que 7,4% de la population sont en insécurité alimentaire sévère contre 11,7% en décembre 2007. L'insécurité alimentaire modérée touche 15,1% de la population contre 21% à la même période en 2007.

Ces résultats indiquent qu'environ 2 ménages sur 10 font face à une insécurité alimentaire sous la forme sévère ou modérée. Ceci traduit une amélioration significative de la situation alimentaire par rapport à la même période de l'année passée où plus de 3 ménages sur 10 était en situation d'insécurité alimentaire.

En dehors de chocs exogènes graves qui peuvent contribuer à une détérioration rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle, on peut considérer que le reste de la population, soit 77,5% des ménages (environ 8 ménages sur 10) peuvent couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes.

Par rapport à décembre 2007, la proportion de la population en insécurité alimentaire sévère a diminué d'environ 4,3 points de pourcentage.

Graphique n°9 : Evolution de la situation alimentaire au Niger



Quelles sont les populations en insécurité alimentaire ?

Les ménages en insécurité alimentaire sévère sont avant tout caractérisés par une pauvreté chronique limitant leur pouvoir d'achat même en période de fortes disponibilités. Pour ces derniers, la présence des vivres même à des prix réduits sur les marchés n'est pas d'une grande consolation. Sur l'ensemble des ménages en insécurité alimentaire sévère, 6 ménages sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté. Selon le milieu de résidence, environ 7 ménages sur 10 en insécurité alimentaire sévère vivent en dessous du seuil de pauvreté (environ 0,8 dollars US par tête et par jour en milieu urbain et 0,7 dollars US par tête et par jour en milieu rural). Ces deux phrases semblent se contredire : est-ce 6/10 ou bien 7/10 personnes sous le seuil de pauvreté pour les sévères ? La production céréalière des ménages en insécurité alimentaire sévère pour la campagne agricole 2008 ne suffira à couvrir leurs besoins alimentaires que sur une période de deux mois et demi contre plus de 5 mois en moyenne pour l'ensemble des ménages. Une autre caractéristique de ce groupe de ménages est l'endettement. En effet, 56% des ménages en insécurité alimentaire sévère sont endettés contre 43% sur l'ensemble des ménages.

D'une manière générale, les catégories des ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire cette année sont ceux qui dépendent le plus des marchés pour assurer leur alimentation. Ce sont les travailleurs journaliers pauvres, notamment les salariés agricoles, ceux dépendant des revenus des transferts, des métiers d'artisanat (menuisier, maçons, forgerons...) ou de la vente de bois et de paille.

Le taux d'insécurité alimentaire sévère est deux fois plus élevé chez les ménages dont le chef de ménage est une femme.

En outre, les stratégies de survie qu'ils ont développées pour faire face à des difficultés alimentaires au cours des dernières semaines précédant l'enquête témoignent de leur niveau de précarité et contribuent à les fragiliser davantage et à affaiblir leur résistance face aux

futurs chocs. Parmi ces stratégies, on peut citer la diminution de la ration journalière, la diminution du nombre de repas quotidien, passer toute une journée sans manger, le recours à la mendicité et à la consommation inhabituelle des aliments de pénurie. Pour ces groupes de ménages, les difficultés d'accès à la nourriture se sont exacerbées avec la hausse des prix des denrées alimentaires.

Où sont localisées les populations en insécurité alimentaire ?

L'insécurité alimentaire sévère affecte plus les régions de Diffa (14,2% de la population), Tahoua (11,8% de la population), Tillabéri (7,6% de la population), la périphérie de Niamey (12,8% de la population) et le centre urbain d'Agadez (8,4% de la population).

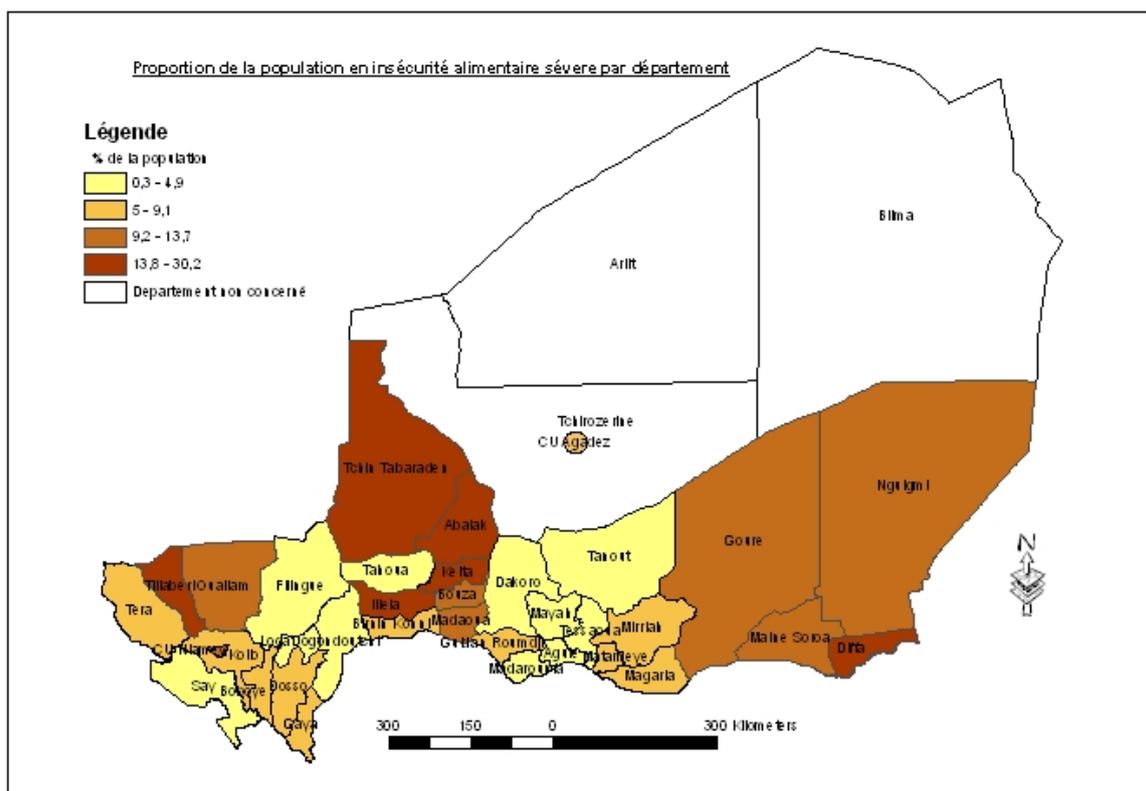
La situation s'est considérablement améliorée dans les régions de Dosso, Maradi, Tillabéri, Zinder, le centre urbain d'Agadez et la périphérie de Niamey. Par contre, dans les régions de Diffa et Tahoua, la situation s'est nettement détériorée.

Les départements où les plus fortes proportions de la population sont en insécurité alimentaire sévère sont celles de Tchintabaraden (30,0%), de Illéla (21,1%), de Tillabéri (18,1%), de Abalak (17,4%), de Diffa (17,3%), de Keita (17,2%), de Ouallam (13,7%), de N'Guigmi (13,0%), de Gouré (13,0%), de la périphérie de Niamey (12,8%), de Mainé Soroa (11,5%), de Bouza (10,7%) et de Madaoua (10,6%).

L'insécurité alimentaire sévère a régressé de plus de 5,6 points de pourcentage en milieu rural passant de 12,7% en 2007 à 7,1% en 2008. Elle a par contre augmenté en milieu urbain d'environ 3 points de pourcentage passant de 6,3% en 2007 à 9,3% en 2008.

Suivant les zones agro écologiques, la zone pastorale est la plus affectée avec 8,4% de la population contre 7,5% pour la zone agro pastorale et 7,3% pour la zone agricole.

Carte 1: Dimension spatiale de l'insécurité alimentaire sévère



3.2.5 Profil d'insécurité alimentaire des ménages

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
<p>Insécurité alimentaire sévère (7,4% de la population) -</p> <p>966 467 Personnes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (13,3%) contre 7,2% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,4 personnes ; • Plus de cinq ménages sur dix (52,5%) ayant exploité des champs en 2008 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 27,1% pour l'ensemble des ménages ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 2,3 mois ; • 78,3% des ménages ayant exploité des champs en 2008, ont déclaré que le niveau de leur récolte est inférieure, comparée à l'année 2007 ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 2 chèvres, 1 mouton, 2 poulets et 1 pintade ; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont la vente de produits agricoles, le petit commerce, la vente de bois ou de paille, le travail journalier, le transfert, l'artisanat ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 47,7 et le score moyen de diversité alimentaire est de 2,09 ; • Près de 6 ménages sur 10 (55,5%) s'est endetté pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2007 pour acheter de la nourriture et 66,9% ont remboursé ou engagé cela ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 9,43 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁵ ; <ul style="list-style-type: none"> - 5,3% des ménages ont eu un recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 2,2% pour l'ensemble des ménages; - 7,3% des ménages ont passé au moins toute une journée sans manger contre 3,1% pour l'ensemble des ménages; - 23% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée contre 5,6% pour l'ensemble des ménages; - 18,3% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, contre 8,2% pour l'ensemble des ménages; - 10,2% des ménages ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs contre 7,3% pour l'ensemble des ménages; - 10,9% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 8,5% pour l'ensemble des ménages ; - 2% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens non productifs pour des raisons alimentaires, contre 1,2% pour l'ensemble des ménages ; - 3,3% des ménages ont vendu des biens reproductifs, contre 1,3% pour l'ensemble des ménages ;
<p>Insécurité alimentaire modérée (15,1% de la population) -</p> <p>1 976 430 Personnes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (18,8%) contre 14,7% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,4 personnes ; • 37% des ménages ayant exploité des champs en 2008 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 27,1% pour l'ensemble de l'échantillon; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 3,3 mois ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 2 chèvres, 1 mouton, 3 poulets et 1 pintade ; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont la vente de produits agricoles, le petit commerce, la vente de produits d'élevage, le travail journalier, le transfert reçu, l'artisanat ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 48,4 ; • Plus de 4 ménages sur 10 (47,3%) se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2007 et 64,2% ont remboursé ou engagé l'endettement ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 6,5 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁶ ; <ul style="list-style-type: none"> - 4,4% des ménages ont eu un recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 2,2% pour l'ensemble des ménages;

⁵ La période de référence concerne les 30 derniers jours précédant l'enquête

⁶ La période de référence concerne les 30 derniers jours précédant l'enquête

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
	<ul style="list-style-type: none"> - 6% des ménages ont passé au moins toute une journée sans manger contre 3,1% pour l'ensemble des ménages ; - 11,3% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes contre 6,6% pour l'ensemble des ménages ; - 13,1% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, contre 8,2% pour l'ensemble des ménages; - 9,2% des ménages ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs contre 7,3% pour l'ensemble des ménages; - 11,3% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 8,5% pour l'ensemble des ménages ; - 1,2% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens non productifs pour des raisons alimentaires ; - 1,2% des ménages ont vendu des biens reproductifs contre 1,3% pour l'ensemble des ménages ;
<p>A risque d'insécurité alimentaire (24,4% de la population) ~</p> <p>3 197 381 personnes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,3 personnes ; • 29,5% des ménages ayant exploité des champs en 2008 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 27,1% pour l'ensemble des ménages; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 4,5 mois ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 1 bœuf, 2 moutons, 3 chèvres, 3 poulets et 1 pintade; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont le salaire, le commerce, la vente de bétail, le transfert reçu ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 51,1 ; • 43,1% s'est endetté pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2007 et 71% ont commencé à rembourser ou ont engagé le remboursement ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 5,1 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁷.
<p>En sécurité alimentaire (53,1% de la population) ~</p> <p>6 943 252 personnes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'indice de stratégie de survie moyen est de 9,43 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁸ ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,4 personnes ; • 19,7% des ménages ayant exploité des champs en 2008 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 27,1% pour l'ensemble des ménages; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 6,7 mois ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 2 bœufs, 3 moutons, 4 chèvres, 5 poulets et 2 pintades ; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont le transfert reçu, le salaire, le commerce, la vente de bétail ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 54,4 ; • 39,1% s'est endetté pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2007 et 72,4% ont remboursé ou engagé le remboursement ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 1,7 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁹.

⁷ La période de référence concerne les 30 derniers jours précédant l'enquête

⁸ La période de référence concerne les 30 derniers jours précédant l'enquête

⁹ La période de référence concerne les 30 derniers précédant l'enquête

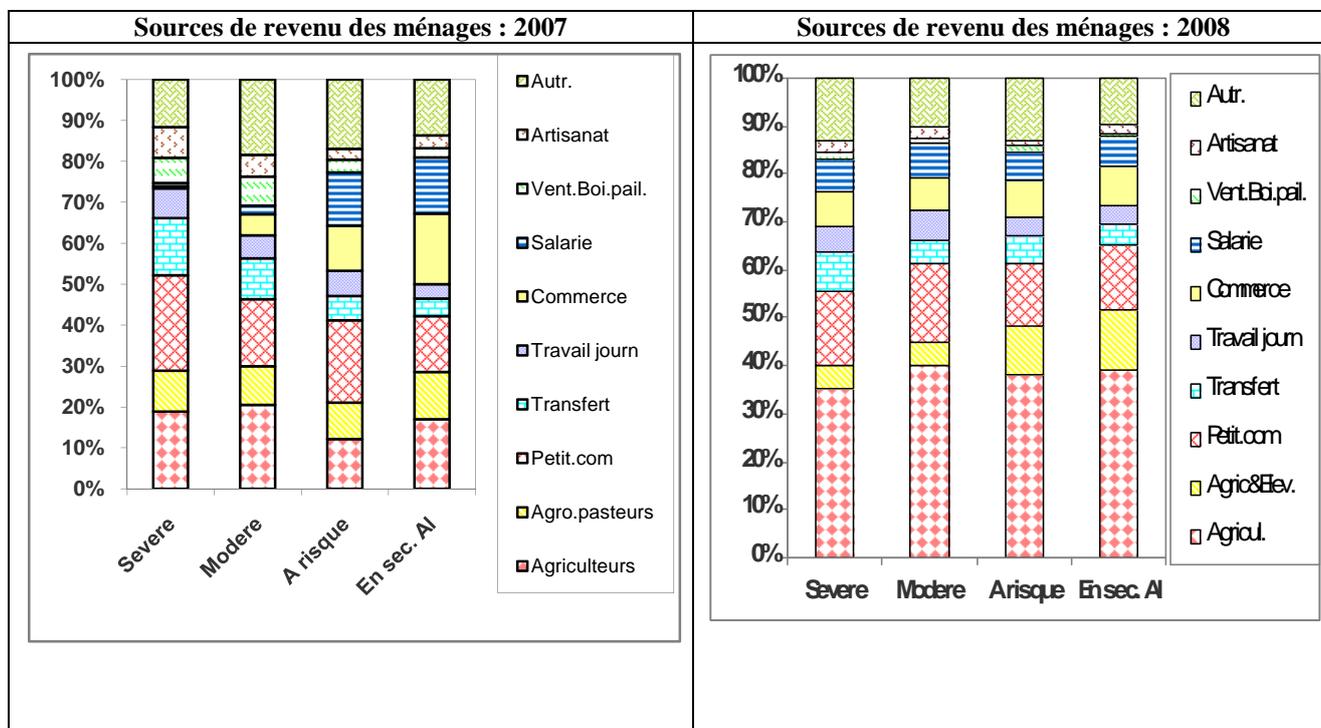
3.2.6 Les facteurs de risque d'insécurité alimentaire

La flambée des prix des denrées de base constitue cette année l'un des facteurs de risque le plus important sur la sécurité alimentaire des ménages dans les mois à venir. Malgré une production agricole satisfaisante, une part non négligeable des ménages en général et des ménages urbains en particulier sont des acheteurs nets sur le marché. En effet, plusieurs ménages sont de petits producteurs de subsistance et leurs productions domestiques ne suffisent pas pour couvrir leurs besoins alimentaires que pour une période allant de 5 mois en moyenne cette année. De ce fait, l'évolution des prix des denrées alimentaires sur les marchés constitue un déterminant majeur pour leur sécurité alimentaire.

Une analyse comparative des sources des revenus permet de constater que la contribution des revenus agricoles au revenu global des ménages a significativement augmenté cette année par rapport à l'année passée. La production céréalière de cette année et les initiatives d'achat à des prix rémunérateurs aux producteurs expliquent ce résultat.

Indépendamment du niveau d'insécurité alimentaire, la contribution des revenus agricoles au revenu total des ménages est 2 fois plus élevée cette année que l'année précédente. Un autre élément important à souligner est la diminution de la contribution des revenus tirés des transferts (y compris de la migration) et de celle liée aux activités de vente de bois et de paille au revenu des ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire cette année. Ces activités constituent en réalité des sources de revenu complémentaires pour les ménages surtout pendant les années de faibles productions.

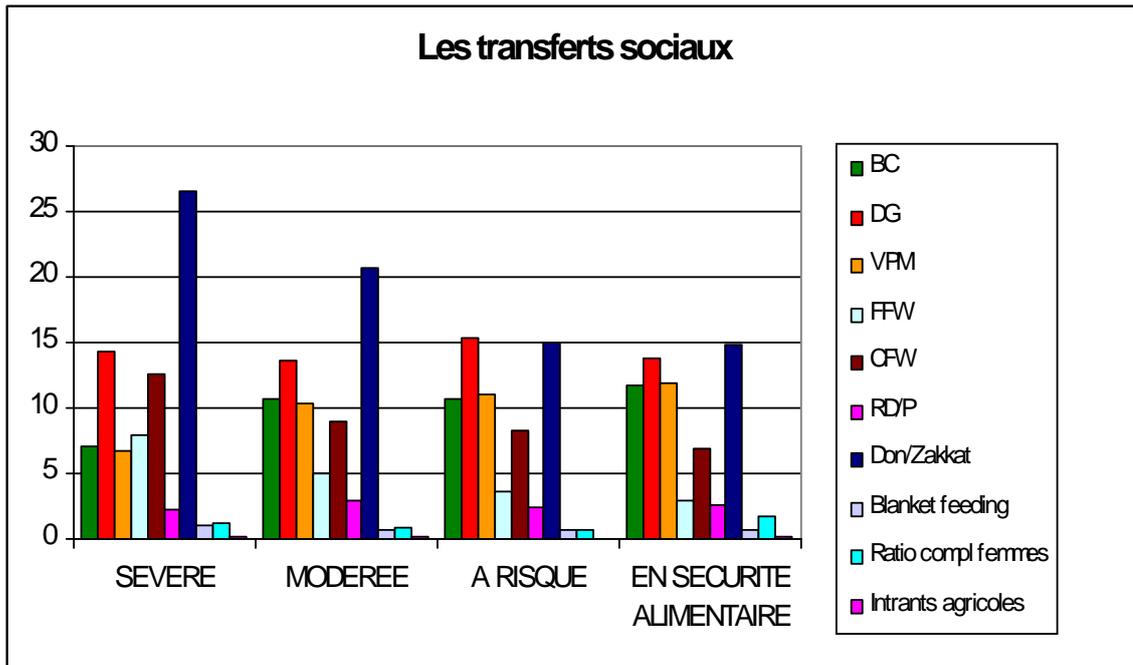
Graphique n°10 : Sources de revenu des ménages



Les transferts sociaux

L'analyse des résultats fait ressortir qu'au moins 15% des ménages visités ont déclaré avoir bénéficié d'un programme social (don/zakkat) au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête. Les autres programmes sociaux comme indiqués dans le graphique ci-dessous ont touché pratiquement tous les ménages.

Graphique n°11 : Programmes sociaux mis en œuvre selon les classes d'insécurité alimentaire



CONCLUSION GENERALE

La détermination des personnes en insécurité alimentaire se fonde sur une analyse statistique des indicateurs des trois dimensions de la sécurité alimentaire à savoir la disponibilité, l'accessibilité économique aux aliments et l'utilisation alimentaire. Les résultats de l'enquête montrent que 7,4% de la population sont en insécurité alimentaire sévère contre 11,7% en décembre 2007. L'insécurité alimentaire modérée touche 15,1% de la population contre 21% à la même période en 2007.

Les résultats indiquent également qu'environ 2 ménages sur 10 font face à une insécurité alimentaire sous la forme sévère ou modérée. Cela traduit une amélioration significative de la situation alimentaire par rapport à la même période de l'année passée où plus de 3 ménages sur 10 étaient en situation d'insécurité alimentaire.

En dehors de chocs exogènes graves qui peuvent contribuer à une détérioration rapide de la situation alimentaire, on peut considérer que le reste de la population, soit 77,5% des ménages (environ 8 ménages sur 10) peuvent couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes.

Par rapport à décembre 2007, la proportion de la population en insécurité alimentaire sévère a diminué d'environ 4,3 points de pourcentage.

Plusieurs facteurs ont contribué à améliorer significativement la situation alimentaire et nutritionnelle du pays depuis 2005. Au nombre de ces facteurs, on peut citer quatre années successives de bonnes récoltes (2005, 2006, 2007 et 2008) et plus singulièrement la production céréalière de 2008 qui a été très bonne avec une augmentation de 18,9% par rapport à 2007. En outre, la mise en œuvre par le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, du plan de soutien aux populations vulnérables, le Programme Spécial du Président de la République, l'opération « niébé » du gouvernement et les autres interventions des partenaires au développement ont contribué à augmenter les revenus et éviter une dégradation générale de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays.

Si d'une manière générale, des réponses immédiates ont été apportées par le gouvernement et ses partenaires pour atténuer l'effet de la hausse des prix, elles n'ont pas suffi à enrayer la montée des prix. Certes, d'importants progrès ont été enregistrés dans l'amélioration des revenus des ménages mais ils restent encore trop faibles pour compenser totalement la perte du pouvoir d'achat liée à la hausse générale des prix.

Le contexte international caractérisé par la flambée des prix des denrées alimentaires a donc quelque peu atténué l'effet de ces interventions multiples et multiformes et précarisé davantage la situation alimentaire des ménages. Ceci pourrait précipiter les plus pauvres dans une situation de vulnérabilité.

En définitive, l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays dans les 3 à 6 prochains mois dépend essentiellement de celle des prix des denrées alimentaires. Une forte hausse des prix limiterait l'accès des ménages les plus pauvres à la nourriture au moment où les stocks domestiques seraient épuisés. La période de soudure risque dans ce cas d'être

particulièrement difficile avec des conséquences néfastes sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

L'occurrence d'un ou de plusieurs facteurs de risque va non seulement accentuer les difficultés alimentaires des populations déjà dans une situation précaire mais peut aussi contribuer à détériorer significativement la situation alimentaire et nutritionnelle des autres catégories de la population. En particulier pour les ménages chroniquement vulnérables et pour les ménages urbains pauvres, les risques d'une détérioration rapide de leur situation alimentaire et nutritionnelle sont élevés.

En référence au Plan National de Contingence « Volet Sécurité Alimentaire » adopté par le Gouvernement en janvier 2008, les résultats de l'enquête indiquent un niveau d'insécurité alimentaire qui correspond au SCENARIO 1 « situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle modérée ». Il traduit un premier niveau de détérioration de la situation alimentaire et/ou nutritionnelle et nécessite la mise en œuvre d'actions d'atténuation de crises alimentaires localisées. Il doit conduire à la mise en œuvre d'activités de suivi de la situation et d'actions d'atténuation. Une attention particulière doit être accordée aux paramètres du marché. Le suivi de la situation alimentaire à travers les sites sentinelles ainsi que des marchés y compris ceux des zones vulnérables et des marchés transfrontaliers doit se poursuivre et améliorer.

Il apparaît également que les bonnes productions agricoles ne suffiront pas malheureusement pour améliorer significativement la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages en insécurité alimentaire chronique. Pour cette catégorie de ménages, il faut des interventions structurantes spécifiques pour réduire leur vulnérabilité alimentaire. De même, les efforts actuellement en cours pour améliorer la production et la productivité agricole doivent être intensifiés, coordonnés et soutenus.

Au regard du caractère structurel et conjoncturel de l'insécurité alimentaire au Niger, les options d'assistance doivent répondre à la fois aux besoins à court, moyen et long terme des populations vulnérables. Les actions doivent cibler prioritairement les ménages en insécurité alimentaire sévère, les ménages urbains pauvres très affectés par la hausse des prix, les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

ANNEXES

Annexe 1 : définition de concepts

Insécurité alimentaire

Situation dans laquelle les êtres humains n'ont pas un accès physique et/ou économique sûr à une nourriture saine, nutritive et en quantité suffisante pour leur permettre une croissance et un développement normaux et une vie saine et active.

Vulnérabilité

Capacité des populations à faire face à un choc, appelée « capacité de résilience ». Le degré de vulnérabilité pour un individu, un ménage ou un groupe de personnes est déterminé par son exposition aux facteurs de risque et par son aptitude à affronter les situations de crise et à retrouver ses conditions de départ.

Sous nutrition

Condition pathologique provoquée par la carence d'un ou plusieurs nutriments essentiels que le corps ne peut pas produire et qui sont nécessaires à la survie de l'individu, à sa croissance et à sa reproduction. La crise alimentaire

C'est une rupture d'équilibre entre les ressources alimentaires disponibles et les besoins de consommation humaine.

La situation d'urgence

C'est une situation exceptionnelle qui requiert un traitement immédiat soit en raison de son caractère disproportionné ou exceptionnellement grave. Elle caractérise la phase d'une crise alimentaire au cours de laquelle des vies sont en danger.

La famine

M. WOLDE (1984) définit la famine comme étant « une crise alimentaire persistante affectant une partie importante de la population au point de provoquer une désorganisation des réseaux et circuits traditionnels d'approvisionnement et des morts par inanition »

La sécheresse

Déficit pluviométrique par rapport aux besoins hydriques des cultures dans une zone géographique donnée. Déficit pluviométrique par rapport à la moyenne à long terme sur une période pluriannuelle qui entraîne d'importantes pertes de production agricoles sur des zones étendues

Annexe 2 : méthodologie concernant les profils de sécurité alimentaire

Contexte et méthodologie

Mesurer la sécurité alimentaire des ménages est un défi auquel font face les humanitaires, les acteurs de développement et les universitaires depuis plusieurs années. La complexité du phénomène ainsi que sa grande variabilité dans le temps et l'espace rendent difficile toute harmonisation à une échelle universelle. Toutefois, ces dernières années, des efforts substantiels ont été faits pour développer des outils adaptés aux besoins et aux spécificités locales sans pour autant se traduire en méthodes standard et universelles. Au Niger, la mesure de la vulnérabilité a été très longtemps bâtie autour de la production et du déficit agricole sous forme de calcul d'une note de vulnérabilité avec un système de pondération et de seuils par rapport auxquels la sévérité de la situation alimentaire est appréciée. Les récentes recherches sur la sécurité alimentaire ont montré la nécessité de prendre en compte non seulement la disponibilité mais également l'accès des ménages ainsi que l'utilisation des aliments. Depuis 2005, plusieurs améliorations ont été apportées à l'identification des populations vulnérables notamment par la réalisation d'une enquête ménages préalable. Ces enquêtes couvrent plusieurs aspects dont les moyens de subsistance, les dépenses et les revenus, les stratégies développées, la qualité et la diversité des aliments consommés des ménages ainsi que la consommation alimentaire des enfants de moins de 24 mois.

La démarche analytique adoptée pour la détermination des populations en insécurité alimentaire basée sur l'analyse des résultats de ces enquêtes peut être résumée en 5 étapes. i) identification des indicateurs d'analyse qui reflètent les 3 dimensions d'analyse de la sécurité alimentaire, ii) une analyse statistique multidimensionnelle des indicateurs retenus, iii) une classification statistique des ménages par rapport aux différents indicateurs retenus en se fondant sur les résultats obtenus à la deuxième ; iv) un regroupement de la classification obtenue en groupes homogènes suivant une échelle de sévérité (sévère, modérée, à risque, en sécurité alimentaire) v) une caractérisation des différents groupes obtenus en se basant sur les caractéristiques socio économiques, les moyens de subsistance des ménages, etc

Il faut noter que plusieurs options d'analyses sont développées dans la littérature. L'approche par la mesure des kilocalories avec des seuils en dessous duquel un ménage est considéré comme en insécurité alimentaire est utilisée dans plusieurs études de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Dans la pratique, il est toujours très délicat de mesurer avec une certaine exactitude les quantités consommées par les ménages au cours d'une période donnée. Seules les enquêtes à passages multiples telles que les enquêtes budget consommation permettent d'entreprendre une telle démarche. Or ces enquêtes sont très lourdes, très coûteuses et demandent beaucoup de temps. Une autre famille d'approche méthodologique est regroupée sous le thème « d'économie alimentaire des ménages » qui varie beaucoup suivant les options et les institutions. Malgré la pertinence et la validité de ces méthodes, elles restent très limitatives à une échelle nationale. Par exemple le « Household Economie Approche » combine une approche qualitative et une approche quantitative qui demande un regroupement a priori des ménages sur une échelle de pauvreté. Elle exige qu'une étude qualitative soit préalablement menée dans la zone d'étude.

Pour atténuer toutes ces difficultés, plusieurs approches sont développées dans la littérature pour servir d'indicateurs proxy de mesures de la sécurité alimentaire. Les quantités consommées seraient par exemple très liées à la fréquence et à la diversité du régime alimentaire. L'utilisation d'un indicateur basé sur le score de consommation au cours des dernières 24 heures ou au cours de la semaine précédant l'enquête est par exemple retenue pour mesurer l'insécurité alimentaire courante. De même dans la littérature, le "coping strategy index" (indice de stratégie de survie) est également citée comme un bon indicateur proxy de la sécurité alimentaire des ménages. Si ces indicateurs proxy sont très pertinents dans certains contextes (les populations déplacées, les camps de réfugiés) ou des évaluations sur une communauté donnée, ils le sont moins dans un contexte de vulnérabilité conjoncturelle ou structurelle comme celui du sahel. Par exemple l'utilisation de certaines stratégies est devenue normale à certaines périodes de l'année. De même après les récoltes les ménages ont tendance à avoir des scores de consommation alimentaire très élevés sans pour autant que cela traduise une certaine amélioration de la qualité des aliments consommés. Le bétail joue également un rôle central dans la sécurité alimentaire des ménages sahéliens dont il faut tenir compte dans l'analyse. De plus l'objectif des enquêtes menées après les récoltes est non seulement de mesurer la situation alimentaire courante, mais également de faire une projection dans les prochains mois. Les résultats sont généralement utilisés pour mettre en œuvre des actions d'atténuations au profit des populations les plus vulnérables qui sont généralement mises en œuvre 3 à 4 mois après l'enquête. De ce fait les critères de ciblage doivent tenir compte de la capacité future des ménages à faire face aux difficultés alimentaires.

Dans ce contexte, combiner les différentes dimensions d'analyse permettrait de tenir compte de tous ces aspects et refléterait mieux ainsi la situation alimentaire dans le pays. Une combinaison de ces indicateurs fondée sur un système de pondération serait a priori appropriée. Mais la difficulté majeure qui découle de la réponse à cette approche est de savoir quel poids doit-on accorder à chaque indicateur?. Un tel système de pondération, s'il existe devrait être validé à une échelle internationale et nationale. Ce qui n'est malheureusement pas le cas. Des techniques statistiques avancées permettent de résoudre ce problème. Une analyse en composantes principales sur les indicateurs d'analyse permet de synthétiser l'information en de nouvelles variables qui sont des combinaisons linéaires des anciennes. Ces nouvelles variables sont exprimées dans une même unité. Les ménages sont ensuite classés suivant les valeurs qu'ils obtiennent par rapport à ces nouvelles variables.

Indicateurs utilisés dans le cadre de l'analyse de la vulnérabilité de janvier 2008

Indicateurs directs pour l'analyse multidimensionnelle

- 1) Score de consommation alimentaire (accès /utilisation) ;
- 2) Proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales (accès) ;
- 3) Durée des stocks (disponibilité à l'échelle du ménage ou accès) ;
- 4) Possession de bétail exprimé en UBT (accès) ;
- 5) Indice de stratégie de survie (accès)

Indicateurs indirects

- 6) Revenus des ménages ;
- 7) Dépenses totales ;
- 8) Pouvoir d'achat en équivalent mil

Les indicateurs indirects sont utilisés pour d'une part mieux interpréter les résultats obtenus en faisant une analyse en composantes principales sur les indicateurs directs, et d'autre part, pour valider les classes obtenues et faire des réajustements si possibles. Par exemple, un ménage peut avoir un score de consommation alimentaire très faible mais disposer beaucoup d'animaux, avoir un revenu élevé ou disposer d'un pouvoir d'achat élevé.

Calcul des indicateurs

Le score de consommation alimentaire

Les différents aliments consommés au cours de la semaine précédant l'enquête sont regroupés en 8 groupes d'aliments. Chaque groupe avec un poids donné détermine la valeur énergétique du groupe. Ces groupes sont 1) Céréales et tubercule (coéf. de pond = 2), 2) Légumineuses (coéf. de pond = 3), 3) Feuilles et légumes (coéf. de pond = 1), 4) Fruit (coéf. de pond = 1), 5) Protéine animale (coéf. de pond = 4) 6) Lait et produits laitiers (coéf. de pond = 4), 7) Sucre (coéf. de pond = 0.5), 8) Huile (coéf. de pond = 0.5). Le nombre de jours où un groupe donné a été consommé (maximum = 7) est multiplié par le coefficient de pondération du groupe. La somme des groupes pondérés constitue le score de consommation alimentaire. Le score maximum ainsi calculé correspond à 112. Un ménage est en insécurité alimentaire sévère s'il a un score de consommation alimentaire inférieur à 28 et un ménage est en insécurité alimentaire modérée s'il a un score compris entre 28 et 42. Cet indicateur est souvent utilisé comme un indicateur proxy de la sécurité alimentaire courante des ménages dans les systèmes de suivi.

La proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales ;

Les dépenses alimentaires des ménages sont calculées par rapport au 30 derniers jours. Elles incluent la valorisation au prix du marché des aliments autoconsommés par les ménages. Par exemple si un ménage a consommé 20 Kg de mil au cours des 30 derniers jours, la valeur monétaire correspondante à cette quantité a été enregistrée. Cette valorisation permet de ne pas se limiter uniquement aux dépenses en cash des ménages. Certaines dépenses non alimentaires comme le bois de chauffe, le gaz, le pétrole, le savon ont également été évaluées au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Les autres dépenses non alimentaires telles que l'habillement, l'éducation, la santé ont été évaluées sur les 12 derniers mois précédant l'enquête. La proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est obtenue en divisant les dépenses alimentaires globales par les dépenses totales du ménage, c'est-à-dire les dépenses alimentaires et non alimentaires exprimées en pourcentage.

La durée des stocks

Il a été demandé à tous les ménages agricoles ou non la durée en mois que peut couvrir leurs stocks alimentaires présents au moment de l'enquête. Ces stocks sont constitués à partir des achats sur le marché, des dons ou des aides, ou à partir de la propre production.

Possession de bétail exprimée en UBT.

Le nombre de bétail possédé est exprimé en unité de bétail tropical. Un UBT correspond à un bœuf de 250 Kg ; Cette conversion permet d'ajouter les bœufs, les moutons, les chèvres...

Indice de stratégie de survie

Il existe plusieurs variantes de l'indice de stratégie de survie. Il est de plus en plus utilisé comme un bon indicateur proxy de l'accès des ménages. C'est un indicateur composite calculé à partir des différentes stratégies utilisées par un ménage donné. Puisque certaines stratégies sont plus mauvaises que d'autres, un système de pondération est utilisé. Ensuite il tient compte de la fréquence avec laquelle une stratégie donnée est utilisée. Des modules de questionnaire et des systèmes de pondération standard sont de plus en plus développés pour le calcul de l'indice de stratégie de survie.

Le tableau 18 ci dessous donne les différentes stratégies utilisées, les fréquences ainsi que les poids accordés¹⁰.

N°	Stratégies	Fréquence	Poids (échelle de sévérité allant de 1 à 4)
1	Manger des aliments moins préférés	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon universelle)
2	Recours à l'emprunt pour acheter des aliments	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	2 (pondération définie de façon universelle)
3	Contraint de manger tous les jours la même chose	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon spécifique)
4	Diminuer le nombre de repas par jour	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon universelle)
5	Diminuer la quantité de la ration journalière	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon universelle)
6	Passer toute une journée sans manger	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	4 (pondération définie de façon spécifique)
7	Se coucher le soir sans manger parce qu'il n'y avait pas à manger	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	4 (pondération définie de façon spécifique)
8	Inquiet par le fait de ne pas trouver à manger	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon spécifique)
9	Manque de nourriture dans la maison parce qu'il n'y avait pas de moyens pour en avoir	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	3 (pondération définie de façon spécifique)

L'indice est calculé en multipliant la fréquence par le poids. Les ménages qui n'ont pas utilisé une stratégie donnée ont un score de 0 pour cette stratégie. Dans le contexte de cette enquête,

¹⁰ Adapté de : J. Coates, A. Swindale, P. Bilinsky. Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) for Measurement of Food Access : Indicator Guide. FANTA (Food And Nutrition Technical Assistance), Washington, DC. Janvier 2006.

une consigne a été donnée aux enquêteurs de considérer les fréquences suivantes: Rarement : 1 à 2 fois par mois. Parfois : 3 à 4 fois par mois. Souvent : Plus de 4 fois par mois.

Le revenu des ménages.

Il a été demandé aux ménages d'évaluer leurs revenus en cash au cours des 12 derniers mois par rapport à chaque source de revenus. Le montant total constitue le revenu annuel en cash du ménage. Ils incluent le revenu de tous les membres actifs du ménage. Ce revenu est ensuite calculé par jour et par tête.

Les dépenses totales;

C'est la somme des dépenses alimentaires et non alimentaires (cf ci-dessus) rapportées par tête et par jour.

Pouvoir d'achat en équivalent mil ;

Les dépenses globales des ménages sont divisées par le prix du kg de mil en janvier 2008 pour obtenir les quantités, c'est-à-dire si le ménage devrait affecter tout son revenu (approché par les dépenses) à l'achat de mil, quelle quantité pouvait-il acheter. Ces quantités sont ensuite divisées par la taille du ménage et par 231 (correspondant à une hypothèse de consommation de mil par an et par personne en kg) pour obtenir à peu près le pouvoir d'achat du ménage en équivalent mil.

Limites de la méthode.

Si cette méthodologie permet de tenir compte des différentes dimensions d'analyse de la sécurité alimentaire avec une validité scientifique, elle demande une certaine expertise technique dans la manipulation, le traitement et l'interprétation des données. De plus, il n'existe pas des seuils standards en dessous duquel un ménage peut être considéré comme en insécurité alimentaire. Des pseudos seuils sont cependant calculés par le logiciel d'analyse qui permet d'opérer une séparation entre les différentes catégories d'insécurité alimentaire. En outre, les classes obtenues sont généralement trop nombreuses et l'analyste doit opérer des regroupements en un nombre plus restreint de classes (4 classes dans ce cas), ce qui demande également une expertise et une bonne connaissance du milieu. Le regroupement est fait par une équipe d'experts issus de plusieurs structures ayant une bonne culture des questions de sécurité alimentaire afin d'aboutir à une classification admise de tous.

Annexe 3 : données additionnelles sur la situation de sécurité alimentaire

Tableau n°1 : Caractéristiques principales des indicateurs par classes d'insécurité alimentaire

Classes d'insécurité alimentaire		Score moyen consommation	Moyenne coping strategy index	Nombre moyen d'animaux possédés en UBT	Dépenses totales moyennes pat tête et par jour	Durée moyenne des stocks	Taille moyenne des ménages
Sévère (7,4%)		47,7	9,4	1,2	388,2	2,3	6,0
Modérée (15,1%)		48,4	6,5	1,1	408,4	3,3	6,3
A risque (24,4%)		51,1	5,1	1,6	397,2	4,5	6,3
En sécurité alimentaire (53,1%)		54,4	1,8	3,4	420,9	6,7	6,5

Tableau n°2: Critères de ciblage suggérés pour identifier les ménages en insécurité alimentaire

Critères de ciblage des ménages en insécurité alimentaire sévère	Description
Géographiques	<p>Régions prioritaires : Diffa, Tahoua, Tillabéri, Périphérie de Niamey et Centre Urbain d'Agadez.</p> <p>Départements prioritaires : Tchintabaraden, Illéla , Tillabéri, Abalak, Diffa, Keita, Ouallam, N'Guigmi, Gouré, Périphérie de Niamey, Mainé Soroa, Bouza et Madaoua.</p> <p>Milieu de résidence : Urbain et rural</p> <p>Zone agro écologique prioritaire : Zone pastorale</p>
Socio économiques	Ménages dont le chef est une femme ; ménages dépendant du marché pour leur alimentation : travailleurs journaliers pauvres notamment les salariés agricoles, ceux dépendant des revenus des transferts, des métiers d'artisanat (menuisier, maçons, forgerons...) ou de la vente de bois et de paille.

Tableau n°3 : Proposition de matrice des recommandations

Recommandations	Période	Acteurs
1. Mise en œuvre du plan de soutien aux populations vulnérables	Avril à Septembre 2009	Gouvernement et partenaires
2. Analyse de la structure du comportement et de la performance des marchés céréaliers	Février/Mars 2009	Gouvernement et partenaires
3. Suivi des marchés des zones vulnérables et des marchés transfrontaliers	Février à Octobre 2009	Gouvernement et partenaires
4. Suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle	Février à Octobre 2009	Gouvernement et partenaires
5. Conduire une enquête sur la vulnérabilité en milieu urbain	Avril/Mai 2009	Gouvernement et partenaires

Tableau n°4: Evolution de la situation alimentaire par région : comparaison 2007 / 2008

Régions	<i>Insécurité alimentaire Sévère</i>		<i>Insécurité alimentaire Modérée</i>		<i>Sécurité alimentaire "à risque"</i>		<i>En sécurité alimentaire</i>	
	<i>Déc.-08</i>	<i>Déc.-07</i>	<i>Déc.-08</i>	<i>Déc.-07</i>	<i>Déc.-08</i>	<i>Déc.-07</i>	<i>Déc.-08</i>	<i>Déc.-07</i>
<i>Agadez</i>	8,4 %	13,9%	23,3%	9,1%	34,6%	48,6%	33,6%	28,5%
<i>Diffa</i>	14,2%	7,3%	16,4%	41,4%	18,1%	32,6%	51,3%	18,7%
<i>Dosso</i>	4,6%	13,9%	15,0%	21,7%	22,2%	30,9%	58,2%	33,5%
<i>Maradi</i>	4,1%	11,6%	12,9%	10,9%	21,5%	23,5%	61,4%	54,0%
<i>Tahoua</i>	11,8%	7,6%	18,8%	28,5%	28,0%	32,0%	41,4%	31,8%
<i>Tillabéri</i>	7,6%	17,0%	13,1%	23,8%	26,7%	36,0%	52,6%	23,2%
<i>Zinder</i>	7,3%	9,4%	15,0%	21,0%	23,9%	38,5%	53,9%	31,0%
<i>C.U Niamey</i>	12,8%	18,4%	14,9%	17,5%	20,6%	39,9%	51,8%	24,1%
<i>Zone agricole</i>	7,3%	10,8%	15,9%	18,7%	24,2%	32,5%	52,7%	38,1%
<i>Zone agro pastorale</i>	7,5%	13,1%	13,2%	25,9%	24,6%	30,3%	54,7%	30,7%
<i>Zone pastorale et désertique</i>	8,4%	13,1%	20,0%	26,3%	30,5%	37,7%	41,1%	22,9%
<i>Milieu rural</i>	7,1%	12,7%	14,8%	23,3%	24,1%	29,7%	54,1%	34,4%
<i>Milieu urbain</i>	9,3%	6,1%	17,6%	12,1%	27,3%	45,4%	45,7%	36,3%
<i>CU Ny périphérie</i>	12,8%	18,4%	14,9%	17,5%	20,6%	39,9%	51,8%	24,1%
Total	7,4%	11,7%	15,1%	21,5%	24,4%	32,2%	53,1%	34,7%

Tableau n°5: Situation alimentaire par département et estimation de la population concernée

Département	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Sécurité alimentaire A risque		En sécurité alimentaire	
	% Population	Population concernée	% Population	Population concernée	% Population	Population concernée	% Population	Population concernée
Agadez urbain	8,4%	19646	23,3	54438	34,6%	80730	33,6%	78470
Diffa	17,3%	32942	18,4%	35136	20,9%	39981	43,4%	82861
Maine soroa	11,5%	21163	16,8%	31084	18,3%	33771	53,5%	98765
N'guigmi	13,0%	9197	10,0%	7067	10,1%	7171	67,0%	47503
Dosso	7,2%	32542	22,7%	102386	24,9%	112440	45,2%	204199
Boboye	6,4%	22045	14,4%	49819	23,4%	81177	55,8%	193250
Dogondoutchi	1,7%	10663	8,6%	54400	20,3%	127810	69,4%	437831
Gaya	5,5%	17863	19,5%	63128	23,0%	74386	51,9%	167970
Loga	2,6%	4379	10,5%	17893	18,7%	31893	68,3%	116702
Madarounfa	3,3%	18561	9,8%	55342	18,6%	104529	68,3%	384720
Aguie	4,1%	14577	18,8%	66878	29,2%	103802	47,8%	169652
Dakoro	2,6%	14377	3,6%	19993	17,0%	94867	76,8%	428459
Guidan roudji	8,4%	37444	21,2%	94631	23,2%	103526	47,2%	210789
Mayahi	2,8%	13918	10,1%	50988	20,0%	100326	67,1%	337292
Tessaoua	4,3%	19048	18,5%	81499	25,0%	110262	52,1%	229738
Tahoua	2,4%	11186	5,3%	24518	31,0%	142718	61,3%	282264
Abalak	17,4%	17963	17,5%	18397	23,2%	24018	41,6%	42993
Birni konni	7,3%	33911	15,9%	74091	23,9%	111057	52,9%	245699
Bouza	10,7%	38143	31,9%	113265	29,5%	105030	27,9%	99041
Illela	21,1%	71258	22,2%	74824	28,5%	96375	28,2%	95171
Keita	17,2%	48006	28,9%	80840	25,4%	70964	28,5%	79597
Madaoua	10,6%	43350	15,6%	63554	33,6%	137275	40,3%	164525
Tchintabaraden	30,2%	34581	21,7%	24835	17,8%	20340	30,3%	34716
Tillaberi	18,1%	49778	15,0%	41367	36,8%	101318	30,2%	83220
Filingue	4,9%	25292	14,2%	72957	30,6%	157535	50,4%	259711
Kollo	7,2%	29950	17,8%	73737	25,0%	103636	49,9%	206536
Ouallam	13,7%	48913	18,2%	64954	33,3%	118959	34,9%	124598
Say	0,3%	1763	2,3%	12208	11,6%	62569	85,8%	463518
Tera	9,1%	26964	16,3%	48006	32,9%	97080	41,6%	122772
Mirriah	7,8%	77045	19,2%	190536	23,9%	236796	49,1%	485594
Goure	13,0%	37839	13,3%	38842	24,4%	71220	49,4%	144221
Magaria	5,9%	37914	12,8%	81946	23,8%	151692	57,5%	366738
Matameye	8,5%	27060	21,8%	68874	25,7%	81533	44,0%	139186
Tanout	3,3%	14440	4,8%	20812	22,1%	96180	69,8%	303849
Niamey périphérie	12,8%	2738	14,9%	3186	20,6%	4407	51,8%	11094
NIGER	7,4%	966466	15,1%	1976431	24,4%	3197380	53,1%	6943255

Annexe 4 : taux des répondants par région

Tableau n°35 : Répartition du nombre de ménages échantillons, des ménages enquêtés et le taux de réponse par département et région.

Région	Département	Ménages échantillons	Ménages enquêtés	Taux de réponse (%)
Agadez	Agadez -	275	275	100.0
Diffa	Diffa	260	260	100.0
	Mainé-Soroa	280	278	99.3
	N'Guigmi	260	260	100.0
	Total Diffa	800	798	99.8
Dosso	Dosso	300	300	100.0
	Boboye	300	298	99.3
	Doutchi	240	240	100.0
	Gaya	240	240	100.0
	Loga	320	320	100.0
	Total Dosso	1400	1398	99.9
Maradi	Madarounfa	220	220	100.0
	Aguié	240	240	100.0
	Dakoro	240	240	100.0
	Guidan-Roumji	300	292	97.3
	Mayahi	240	240	100.0
	Tessaoua	200	200	100.0
	Total Maradi	1440	1432	99.4
Tahoua	Tahoua	320	319	99.7
	Abalak	300	297	99.0
	Birni Konni	240	240	100.0
	Bouza	320	320	100.0
	Illéla	280	280	100.0
	Keita	320	336	105.0
	Madaoua	220	220	100.0
	Tchintabaraden	320	314	98.1
	Total Tahoua	2320	2326	100.3
Tillabéri	Tillabéri	300	299	99.7
	Filingué	320	320	100.0
	Kollo	300	294	98.0
	Ouallam	320	320	100.0
	Say	220	220	100.0
	Téra	280	280	100.0
	Total Tillabéri	1740	1733	99.6
Zinder	Mirriah	260	254	97.7
	Gouré	300	300	100.0
	Magaria	280	280	100.0
	Matameye	240	240	100.0
	Tanout	280	260	92.9
	Total Zinder	1360	1334	98.1
Niamey	Niamey	260	279	107.3
Niger	Total Niger	9595	9575	99.8